



CEPII

**CENTRE
D'ÉTUDES PROSPECTIVES
ET D'INFORMATIONS
INTERNATIONALES**

No 1996 – 15
Décembre

Les dynamiques sectorielles de la croissance industrielle en Europe centrale

Françoise Lemoine

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	9
I. LES DYNAMIQUES SECTORIELLES DE LA REPRISE INDUSTRIELLE....	10
1.1. L'industrie au coeur de la reprise économique.....	10
1.2. Croissance et gains de productivité dans l'industrie manufacturière.....	11
1.3. Des dynamiques sectorielles contrastées, des similarités de pays à pays.....	14
<i>Secteurs porteurs et secteurs en perte de vitesse.....</i>	<i>14</i>
<i>Similarités de pays à pays.....</i>	<i>17</i>
II. INDICATEURS SECTORIELS VALEUR AJOUTÉE PRODUCTIVITÉ INVESTISSEMENTS.....	18
2.1. Intensité en travail et évolution des productivités.....	19
2.2. Qualification de la main d'oeuvre	21
2.3. Investissements	22
III. LE ROLE DU COMMERCE EXTERIEUR ET DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS.....	23
3.1. Ouverture et croissance	24
<i>Des taux d'exportation en hausse.....</i>	<i>24</i>
<i>Hongrie, République tchèque: une croissance tirée par l'exportation.....</i>	<i>25</i>
<i>Importations: concurrence et complémentarité</i>	<i>27</i>
3.2. Commerce avec l'UE.....	28
3.3. Investissements directs étrangers.....	29
<i>Pologne</i>	<i>31</i>
<i>République tchèque.....</i>	<i>34</i>
<i>Hongrie</i>	<i>35</i>
CONCLUSION.....	36
ANNEXES STATISTIQUES.....	38
BIBLIOGRAPHIE.....	54
Liste des documents de travail d'CEPII	58

LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES

Tableau 1	Récession et reprise en Europe centrale.....	11
Tableau 2	Conditions de la reprise de l'industrie manufacturière	12
Tableau 3	Commerce des pays d'Europe centrale avec l'UE.....	28
Tableau 4	Poids des investissements directs étrangers dans les économies d'Europe centrale	29
Tableau 5	Intensité sectorielle des IDE	32
Tableau 6	Distribution sectorielle des IDE.....	33
Graphique 1	Pologne : dynamiques sectorielles	15
Graphique 2	Hongrie : dynamiques sectorielles	15
Graphique 3	République tchèque: dynamiques sectorielles	16
Graphique 4	Pologne : évolution sectorielle des productions et des productivités..	20
Graphique 5	Hongrie : évolution sectorielle des productions et des productivités..	20
Graphique 6	République tchèque: évolution sectorielle des productions et des productivités	21
Graphique 7	Hongrie : évolution des productions et des exportations dans l'industrie	25
Graphique 8	République tchèque: évolution des productions et des exportations dans l'industrie	26
Graphique 9	Pologne : évolution des productions et des exportations dans l'industrie	26
Graphique 10	Investissements directs étrangers dans les pays d'Europe centrale	30
Annexe 1	Evolution des taux de change réels.....	38
Annexe 2A	Pologne : évolution des productions sectorielles.....	39
Annexe 2B	Hongrie : évolution des productions sectorielles.....	40
Annexe 2C	République tchèque: évolution des productions sectorielles.....	41
Annexe 3A	Pologne : indicateurs sectoriels	42
Annexe 3B	Hongrie : indicateurs sectoriels	44
Annexe 3C	République tchèque: indicateurs sectoriels	45
Annexe 4A	Hongrie : croissances sectorielles et ouverture.....	46
Annexe 4B	Pologne : croissances sectorielles et ouverture.....	47
Annexe 4C	République tchèque: croissances sectorielles et ouverture	48
Annexe 5	Dynamiques sectorielles des exportations vers l'UE.....	49
Annexe 6	Part des pays d'Europe centrale dans les importations de l'UE.....	50
Annexe 7A	Hongrie : structure de la production industrielle	51
Annexe 7B	Pologne : structure de la production industrielle	52
Annexe 7C	République tchèque: structure de la production industrielle	53

RESUME

L'étude porte sur les dynamiques de la croissance industrielle en Hongrie, Pologne et en République tchèque depuis 1992. Après la récession sévère qu'elles ont connue entre 1989 et 1992, ces économies ont retrouvé le chemin de la croissance et l'industrie manufacturière qui avait été le secteur le plus touché par la crise dans les débuts de la transition se trouve désormais être le moteur de la reprise. Ce retour à la croissance permet d'apporter des éléments de réponse aux questions qui se posent depuis les débuts de la transition : sur quelles bases vont se reconstituer les capacités de production industrielle de ces pays et, plus précisément, seront-ils capables de valoriser le potentiel industriel et le capital humain accumulés dans le passé ou bien leurs atouts se situent-ils durablement dans les industries à forte intensité en travail peu qualifié?

L'analyse des évolutions internes dans l'industrie manufacturière conduit à souligner les points suivants:

- la croissance de la production est allée de pair avec des gains de productivité du travail qui ont été d'autant plus élevés que la réduction des effectifs employés s'est poursuivie après la reprise. L'amélioration de la productivité s'est accompagnée d'une augmentation des salaires réels. Cette stratégie d'ajustement des entreprises devrait pousser à une montée en gamme des productions industrielles, surtout à partir du moment où les coûts unitaires du travail en dollar s'élèvent (République tchèque) ou cessent de diminuer (Pologne) en raison de l'appréciation du taux de change réel;

- les développements de la production et de la productivité ont été très différenciés entre secteurs industriels et la reprise est ainsi associée à des changements sectoriels dans les trois pays. En examinant comment se situent les secteurs les plus dynamiques sur l'échelle de la valeur ajoutée par travailleur on peut conclure que la croissance n'est pas tirée par les secteurs à forte valeur ajoutée mais que s'amorce cependant un changement progressif des structures industrielles au détriment de secteurs les plus intensifs en travail et en faveur des industries qui se situent pour la plupart à un niveau intermédiaire en terme de valeur ajoutée par travailleur, plus rarement vers celles qui se situent en haut de l'échelle ;

- les dynamiques sectorielles montrent des similarités de pays à pays. Les industries du textile-habillement sont partout en relative perte de vitesse alors que les industries de la filière mécanique sont parmi les moteurs de la croissance. Les industries de l'habillement qui avaient largement contribué au redéploiement des exportations vers l'Union européenne pendant la première phase de la transition, ne sont pas les moteurs de la croissance interne. Dans les industries mécaniques-électriques, la croissance s'appuie la restauration et la modernisation de certains pans du potentiel industriel hérité, même si au sein de ces secteurs ce sont de nouveaux produits qui prennent la relève des productions antérieures, souvent grâce à des investissements directs étrangers

L'analyse des relations entre ouverture et croissance au niveau sectoriel montre que dans les deux économies les plus ouvertes, la Hongrie et la République tchèque, la croissance des productions est tirée par la demande extérieure. Elle met aussi en évidence des éléments de fragilité des tissus industriels du fait de leur fragmentation actuelle qui fait coexister, par exemple, des entreprises compétitives à l'exportation et des entreprises qui résistent mal à la concurrence sur le marché intérieur (textile polonais). L'industrie hongroise est déjà très internationalisée, avec une forte présence du capital étranger qui favorise son intégration dans la division internationale du travail à un niveau fin comme en témoigne l'importance du commerce intra-branche avec l'Union européenne. Bien qu'ils soient jugés souvent encore insuffisants par rapport aux besoins, les investissements directs étrangers ont représenté l'équivalent d'un cinquième des investissements totaux dans l'industrie manufacturière en Pologne et République tchèque et plus des deux tiers en Hongrie. On observe qu'ils n'ont un impact mesurable sur la croissance des productions que dans les secteurs où ils exercent un effet d'entraînement sur les dépenses totales d'investissements, et non dans ceux où ils se substituent aux investissements internes.

L'analyse suggère que les économies d'Europe centrale s'intègrent dans l'économie européenne en suivant une logique qui, tant du fait de leur héritage industriel que des stratégies d'investissement des firmes occidentales, diffère de celle qui serait déterminée par des complémentarités intersectorielles et leurs avantages comparatifs dans les industries de main d'oeuvre. Le développement du secteur automobile est à cet égard significatif : caractérisé par une croissance rapide, une forte pénétration du capital étranger, et par des effets d'entraînement sur le reste de l'industrie, il pourrait jouer le rôle qu'ont eu les secteurs textile et électronique dans la croissance industrielle des pays d'Asie.

SUMMARY

The paper analyses the sectoral trends that have characterised the industrial revival in Hungary, the Czech Republic and Poland since 1993. After the severe recession they suffered during the first phase of transition, the Central European countries have now resumed economic growth and manufacturing industry, which had been most adversely affected by the crisis, is leading the recovery. This return to growth should help to answer some of the questions that have been raised since the beginning of the transition: on what basis will these countries rebuild their industrial capacities and more precisely will they be able to build on the strengths they had accumulated in pre-transition era or will they have to rely for a long time on their comparative advantages in low-skilled and labour-intensive industries?

Considering the pattern of industrial, growth the paper puts forward the following points:

- the growth in manufacturing industry has been accompanied by rising labour productivity, all the more so as the labour force in manufacturing has continued to fall since the beginning of recovery. Rising productivity has allowed real wages to increase substantially and this adjustment strategy should induce manufacturing firms to upgrade their production, as unit labour costs in dollars are increasing (in the Czech Republic) or have ceased to decline (as in Poland);
- developments in production and productivity have been highly differentiated across individual sectors and the industrial revival is thus associated with structural changes in the three countries. Analysing the level of value-added per worker in the individual sectors, it can be concluded that recovery is not pulled by industries with high value-added, but that industrial structures are moving progressively from the most labour-intensive sectors to sectors located at an intermediate level of productivity;
- the sectoral patterns of growth display some similar trends in the three countries: engineering industries are leading the recovery whereas the textile-leather industries are lagging behind. The latter had been pulling the export growth to the European Union in the first phase of transition but are not the engine of industrial revival. In engineering industries, output growth has been based on existing capacities that have been restored and modernised, often with the help of foreign direct investment.

Turning to the relationship between foreign trade and output performance at the sectoral level, the paper shows that in the two most open economies (Hungary and the Czech Republic) output growth has been pulled by foreign demand. It also points out the fragmentation of the enterprise sector, as some firms have been highly competitive on foreign markets whereas others have been losing ground in domestic markets to foreign suppliers (this is the case of the Polish clothing industry). Hungarian industry has been internationalising rapidly as shown by the important part played by foreign firms in output and foreign trade, while the high level of intra-industry trade with the European Union confirms that Hungary is deeply integrated in the international division of labour.

Although they are often considered to have fallen short of needs, foreign direct investment have represented between one fifth (Poland and Czech Republic) and two thirds of total investment outlays in industry. It is observed that they have had a positive impact on production in the sectors where they have resulted in a high rate of overall investment, but not in the sectors where they have come as a substitute to domestic investments.

Due to their inherited industrial potential and to the investment strategies of Western firms, the way the Central European economies are becoming integrated in the European economy does not follow the pattern of inter-sectoral complementarities and of their comparative advantages in labour intensive industries. For instance, the car industry, which is characterised by accelerating growth performance, by linkages with other industrial sectors and by substantial foreign direct investment; may well play in Central Europe the role that the textile industry and electronics have had in the industrialisation of Asian economies.

CROISSANCE INDUSTRIELLE ET DYNAMIQUES SECTORIELLES EN EUROPE CENTRALE¹

Françoise Lemoine²

INTRODUCTION

Après la récession sévère qu'elles ont connues entre 1990-1992, les économies d'Europe centrale et orientale ont retrouvé le chemin de la croissance. L'industrie manufacturière qui avait été le secteur le plus touché par la crise dans les débuts de la transition se trouve désormais être le moteur de la reprise. Nombre de ces pays affichent actuellement des rythmes de croissance supérieurs à ceux des économies de l'Union européenne et le processus de rattrapage, même s'il est lent et inégal, est ainsi engagé.

La libéralisation économique externe et interne opérée en 1990-1991 avait non seulement provoqué un effondrement des productions mais avait révélé une grande incertitude quant aux futurs ressorts de la croissance dans ces économies. L'ouverture à la concurrence internationale imposait des contraintes radicalement nouvelles à l'activité des secteurs industriels forgés jusque là par un régime d'économie fermée et par des complémentarités planifiées avec les autres pays du CAEM. Différentes perspectives ont été envisagées quant à la future place de ces pays dans la division internationale du travail. Certaines analyses ont souligné que le potentiel industriel acquis pendant les trente années antérieures et notamment leur dotation en capital humain devraient leur permettre un rythme de rattrapage accéléré et leur conférer des avantages comparatifs dans des industries relativement sophistiquées (*Hamilton & Winters, 1992*). D'autres études ont cependant mis en doute la possibilité de valoriser cet héritage et ont déduit de leurs performances sur les marchés occidentaux depuis 1989 que leurs atouts se situaient durablement dans les industries à forte intensité de capital et de ressources naturelles et dans les industries intensives en main d'oeuvre peu qualifiée, c'est à dire des secteurs généralement "sensibles" et peu favorables à une insertion dynamique dans le commerce international (*Halpern, 1995*)

Le retour actuel à la croissance devrait apporter des éléments de réponse aux questions qui se posent ainsi depuis les débuts de la transition : sur quelles bases vont se reconstituer les capacités de production industrielle de ces pays et quelles perspectives ces évolutions ouvrent-elles à leur insertion dans l'économie européenne?

On a cherché à y répondre en identifiant les dynamiques sectorielles de la croissance industrielle dans trois pays d'Europe centrale : la Hongrie, la République tchèque et la Pologne. La croissance industrielle y est mieux engagée que dans les pays balkaniques : elle y a été plus précoce et elle paraît mieux assurée par les progrès réalisés dans la

¹ Avec la collaboration de Catherine Clerc, stagiaire au CEPII.

² Economiste senior au CEPII, Email: "LEMOINE@CEPII.FR".

stabilisation macroéconomique et les restructurations microéconomiques (privatisations). Enfin ils bénéficient d'un afflux d'investissements étrangers qui sont susceptibles de l'accélérer le remodelage des spécialisations. En outre, les évolutions structurelles des échanges extérieurs des pays d'Europe centrale ces dernières années les ont différenciés des pays balkaniques et ont mis en évidence au contraire l'amorce de convergences avec les pays d'Europe occidentale (Landesmann, 1995; Lemoine, 1995)

Les tendances récentes des productions dans ces trois pays montrent tout d'abord que les performances industrielles sont fortement différenciées selon les branches et que par delà les ajustements microéconomiques qui sont loin d'être achevés, des logiques sectorielles président à la reprise³. Elle met en évidence des similarités de pays à pays en ce qui concerne tant les secteurs à la pointe de la croissance que les secteurs en perte de vitesse et montre comment ils se situent en termes de valeur ajoutée, de gains de productivité, d'investissement. Enfin l'analyse des échanges extérieurs et des investissements étrangers directs cherche à cerner rôle que joue le processus d'internationalisation de ces économies dans les dynamiques sectorielles.

I. LES DYNAMIQUES SECTORIELLES DE LA REPRISE INDUSTRIELLE

1.1. L'industrie au coeur de la reprise économique

La reprise économique est intervenue plus ou moins précocement et demeure inégale selon les pays : en Pologne, la croissance du PIB, amorcée dès 1992, s'établit à 4,7 % par an de 1992 à 1996 ; en Hongrie elle a démarré en 1993 mais, ralentie en 1995 par le programme d'austérité, elle n'atteint pas 1,5 % en moyenne de 1993 à 1996. En République tchèque où elle a été différée par les effets de la partition avec la Slovaquie elle est de 4,2 % en moyenne en 1994-1996. Elle s'accompagne d'une reprise de l'investissement, qui est particulièrement forte en République tchèque et en Pologne (encore que les données sur l'investissement soient particulièrement sujettes à caution dans les économies en transition) et qui est désormais un des moteurs de la croissance. Le ralentissement de la demande en Europe occidentale en 1996 a joué en sens inverse et, comme ce fut le cas en 1993, elle a pesé sur leurs performances à l'exportation et a quelque peu ralenti le rythme de l'activité industrielle.

Dans les trois pays, la reprise est tirée par la production industrielle, qui progresse à des rythmes très rapides, ce qui paraît paradoxal dans des économies considérées comme sur-industrialisées à la veille de la transition, mais s'explique par la chute particulièrement dramatique de la production industrielle pendant la crise (de l'ordre de 35 % dans tous les pays). L'industrie repart donc d'un niveau très bas et en 1996 son poids dans le PIB est encore très inférieur à ce qu'il était à la fin des années quatre-vingt (Tableau 1).

³ L'étude utilise les statistiques officielles publiées par les trois pays, dont on sait qu'elles ne rendent compte qu'imparfaitement les changements structurels dans la mesure notamment où elles ne captent qu'une partie de l'activité des petites entreprises.

Tableau 1
Récession et reprise en Europe centrale

	1992	1993	1994	1995	1996*	1991/1989	1996/1989
	Taux de croissance annuel en %					1989=100	1989=100
Pologne							
PIB	2,6	3,8	5,2	7,0	5,0	81,8	103,4
Production industrielle	2,8	6,4	12,1	9,4	8,5	64,2	93,4
Investissement	0,4	8,1	8,2	21,2	20,0	84,1	135,9
Hongrie							
PIB	-3,1	-0,6	2,9	1,5	1,5	85,0	86,9
Production industrielle	-9,7	4,0	9,6	4,8	2,0	74,0	81,4
Investissement	-1,5	2,5	12,3	1,2	3,0	83,2	98,4
République tchèque							
PIB	-6,4	-0,9	2,6	4,8	5,1	85,3	81,3
Production industrielle	-7,9	-5,3	2,1	9,2	8,5	75,0	79,1
Invest. en capital fixe	16,6	8,0	16,9	14,8	13,0	71,9	137,3

Sources : 1989 à 1991 : BERD 1996. PIB : BERD 1996. Production industrielle et investissements: WIIW Monthly Report 11/1996.

* Prévisions.

1.2. Croissance et gains de productivité dans l'industrie manufacturière

La croissance de l'industrie manufacturière a été globalement plus rapide que celle des autres secteurs de l'industrie même si du fait des évolutions de prix relatifs, sa place dans la production industrielle globale a fléchi. En Pologne, la production manufacturière a presque retrouvé en 1996 (à 90 %) son niveau de 1989 mais dans les deux autres pays où la reprise est plus récente, le rattrapage des niveaux de productions antérieurs à la crise est encore loin : en Hongrie comme en République tchèque, la production industrielle n'atteint en 1996 qu'environ 80% de son niveau de 1989.

Les conditions de la reprise dans l'industrie manufacturière présentent un trait commun : des gains de productivité élevés qui ont rendu possible de conjuguer une augmentation des salaires réels avec une réduction ou une faible augmentation du coût unitaire du travail (en monnaie locale). Le déclin des effectifs employés dans l'industrie s'est accompagné en effet d'une augmentation substantielle des salaires réels, déflatés par l'indice des prix à la production (la Hongrie fait exception en 1995). Dans les trois pays, les entreprises industrielles ont ainsi préféré réduire les emplois que les salaires. Il est vrai que les prix à la consommation progressant beaucoup plus vite que les prix à la production, il était difficile de réduire les coûts salariaux sans réduire les effectifs. Les tendances divergentes de l'emploi et des salaires réels peuvent aussi refléter, dans certains cas, la stratégie des investisseurs étrangers qui dans la restructuration des entreprises ont généralement privilégié la réduction de la main d'oeuvre et l'augmentation de la productivité du travail et des salaires (**Tableau 2**).

Tableau 2
Conditions de la reprise de l'industrie manufacturière

(Indice d'évolution: année précédente = 100)

<i>Hongrie</i>	1993	1994	1995	1993-1995
Production	103,3	109,3	106,4	120,1
Investissements (FBCF)	85,0	107,8	112,0	102,6
Productivité du travail	114,4	113,2	112,0	145,0
Emploi	90,3	90,9	95,1	78,1
Salaire moyen brut nominal	124,8	123,5	121,3	187,0
Salaires réels ,déflaté IPP	112,0	108,8	94,5	115,2
Salaires réels, déflaté IPC	112,6	111,0	94,1	117,6
Coût unitaire du travail, m. locale	97,9	96,1	84,3	79,4
Coût unitaire du travail, dollars	91,4	94,8	87,2	75,6

<i>Pologne</i>	1993	1994	1995	1993-1995
Production vendue	110,4	113,7	111,4	139,8
Dépenses d'investissements	99,7	132,7	150,0	198,5
Productivité du travail	114,6	111,5	108,9	139,2
Emploi	97,6	99,7	101,1	98,4
Salaire moyen brut nominal	136,4	137,5	134,6	252,4
Salaires réels (déflaté IPP)	105,5	110,7	106,9	124,9
Salaires réels, déflaté IPC	100,8	104,0	105,3	110,4
Coût unitaire du travail, m. locale	92,1	99,3	98,2	89,7
Coût unitaire du travail, dollars	88,2	96,3	115,3	97,9

<i>République tchèque</i>	1993	1994	1995*	1993-1995	1994-1995
Production	92,3	100,2	108,1	100,0	108,3
Investissements (FBCF)	113,0	119,0	-	-	-
Productivité	98,3	104,9	111,1	114,6	116,5
Emploi	93,4	96,3	96,9	87,2	93,4
Salaire moyen brut nominal	124,4	116,0	117,0	168,9	135,8
Salaires réels (déflaté IPP)	110,0	109,9	107,9	130,5	118,6
Salaires réels, déflaté IPC	103,0	105,5	107,2	116,5	131,8
Coût unitaire du travail, m. locale	111,9	104,7	97,1	113,9	101,8
Coût unitaire du travail, dollars	124,4	113,6	115,7	163,5	131,4

* Entreprises de plus de 100 salariés.

Sources: annuaires et bulletins statistiques nationaux WIIW.

Ces évolutions ont cependant une ampleur et une logique différentes selon les pays.

C'est en Hongrie que les gains de productivité ont été les plus forts au cours de la phase de reprise (+45 % de 1993 à 1995) car les réductions d'emplois y ont été particulièrement sévères : entre 1993 et 1995 l'emploi dans l'industrie manufacturière

hongroise a baissé de 22 %, entraînant une diminution des coûts salariaux, malgré la hausse des salaires réels (**Tableau 2**). Compte tenu des progrès de la productivité, le coût en travail d'une unité de production a baissé de près de plus de 30 % en monnaie nationale, plus de la moitié de cette baisse a été acquise en 1995. Plusieurs facteurs peuvent être invoqués pour expliquer l'ampleur de ces ajustements d'effectifs en Hongrie : les procédures de faillites et de liquidation d'entreprises mises en place depuis 1992 (depuis le 1/1/1992 jusqu'en décembre 1995 près de 5 400 entreprises ont été déclarées en faillite et 24 000 mises en liquidation) ; les salaires relativement élevés en Hongrie par rapport aux autres pays d'Europe centrale. Avant la dévaluation du forint au printemps 1995 qui les a mis approximativement au niveau de ceux des deux autres pays, les salaires hongrois, exprimés en dollars, étaient en moyenne supérieurs de 33 % aux salaires polonais ou tchèques ; ceci a dû conduire les entreprises hongroises à réduire les effectifs et à miser sur la progression de la productivité du travail pour maintenir leur compétitivité sur les marchés extérieurs. La forte présence des entreprises étrangères en Hongrie n'a pu que renforcer ce type d'ajustement. La capacité de financement des entreprises industrielles s'est accrue et l'investissement dans le secteur manufacturier a commencé à se redresser en 1994 et a poursuivi cette tendance en 1995. Néanmoins la reprise de l'investissement industriel apparaît nettement plus lent que dans les deux autres pays.

Les conditions de la croissance industrielle en Pologne s'avèrent sensiblement différentes car l'essentiel des réductions d'emplois ont été réalisés avant 1992, pendant la récession. Depuis 1993, les effectifs de l'industrie manufacturière ne déclinent plus que lentement et enregistrent une légère augmentation en 1995. Compte tenu de la relative stabilité des effectifs, l'évolution des salaires réels se reflète dans celle des coûts salariaux qui, en 1994 et 1995 compensent les gains de productivité. Le coût du travail par unité de production (en zloty) qui avait baissé très rapidement jusqu'en 1993 tend à se stabiliser en 1994-1995. Néanmoins sur l'ensemble de la période 1993-1995, les coûts unitaires ont baissé de plus de 10 % ce qui a permis une amélioration de la situation financière des entreprises. Le taux de profit des entreprises manufacturières (profit sur chiffre d'affaires) est passé de 1,4 % en 1993, à 4 % en 1994 à plus de 5 % en 1995. La proportion des entreprises affichant un bénéfice est passée de 50 % en 1992 à 65 % fin 1995. L'investissement dans le secteur manufacturier enregistre une progression extrêmement rapide (**Tableau 2**). Ainsi dans le cas de l'industrie manufacturière polonaise s'amorce une situation où l'investissement tire la croissance et permet des gains de productivité qui ne reposent plus sur la réduction continue de l'emploi.

La République tchèque présente un cas encore différent. L'emploi dans l'industrie manufacturière avait fortement baissé pendant la période de récession (-14 % de 1990 à 1993) mais pas suffisamment pour éviter la baisse continue de la productivité du travail en 1992-1993. Contrairement à ce qui s'est passé en Hongrie et en Pologne, la reprise des investissements a précédé la croissance ; amorcée en 1994, celle-ci s'accélère en 1995 et permet des progrès soutenus de productivité alors même que la réduction des effectifs employés s'est ralentie dès 1994. Sur les deux années de reprise, cela se traduit par une relative stabilité des coûts unitaire du travail en monnaie locale.

L'évolution des coûts unitaires du travail en dollars montre des évolutions contrastées. En République tchèque, les gains de productivité sont loin de compenser l'appréciation du taux de change réels et les coûts unitaires du travail en dollars ont fortement augmenté. Les performances à l'exportation de l'industrie tchèque ne semblent pas en avoir été affectées, notamment parce que la monnaie tchèque demeure jusqu'en 1995 la plus sous-évaluée par rapport à la Parité de pouvoir d'achat (**Annexe 1**). En Hongrie, les gains de productivité ont été assez élevés pour compenser l'appréciation réelle de la monnaie jusqu'en 1994 et la dévaluation de 1995 a encore accentué la baisse des coûts unitaires du travail en dollars. Enfin en Pologne, les coûts unitaires du travail, après avoir baissé en 1993-1994, marquent une forte hausse en 1995 sous l'effet de l'évolution des salaires réels et du taux de change.

Le processus d'ajustement des entreprises industrielles en Europe centrale, dans la mesure où il passe par des gains de productivité et une amélioration des salaires réels, devrait favoriser un mouvement de montée en gamme des productions industrielles. Dès lors que les coûts salariaux en dollars s'élèvent ou cessent de diminuer, la compétitivité internationale de industries d'Europe centrale ne peut plus reposer uniquement sur des avantages de coûts de main d'oeuvre ; ceci devrait contribuer à faire évoluer les spécialisations en accentuant la pression en faveur d'une amélioration de la qualité et du prix des productions.

1.3. Des dynamiques sectorielles contrastées, des similarités de pays à pays

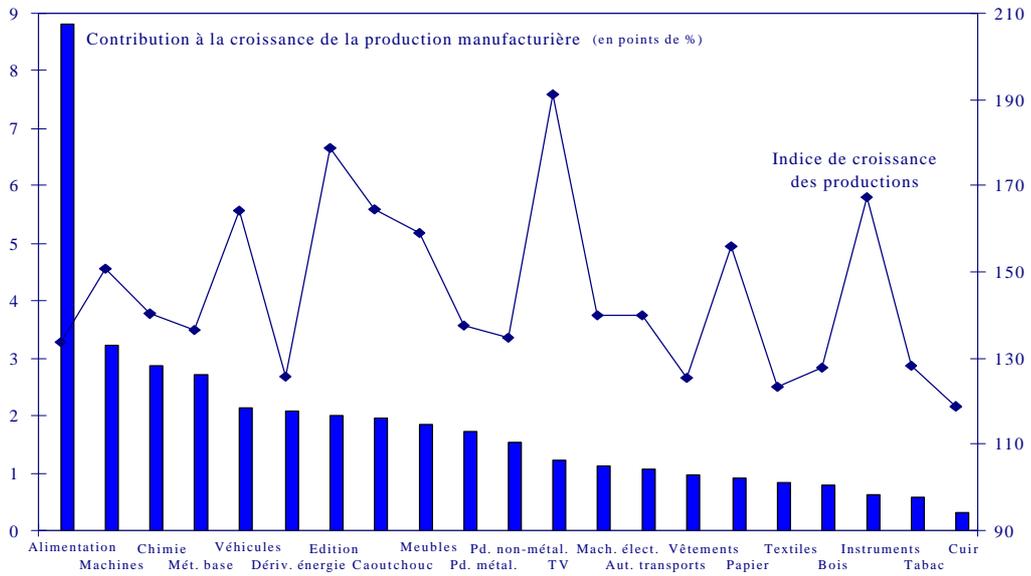
Les données disponibles pour les trois pays ne sont pas homogènes et sont notamment plus ou moins détaillées par secteurs. Néanmoins, elles permettent de faire ressortir les différentes composantes de la croissance industrielle et certaines similarités entre les trois pays.

Secteurs porteurs et secteurs en perte de vitesse (Graphiques 1, 2 et 3)

La première caractéristique commune aux industries des trois pays est la très grande hétérogénéité des performances sectorielles. Des mouvements de restructuration sectorielle sous-tendent ainsi la reprise industrielle.

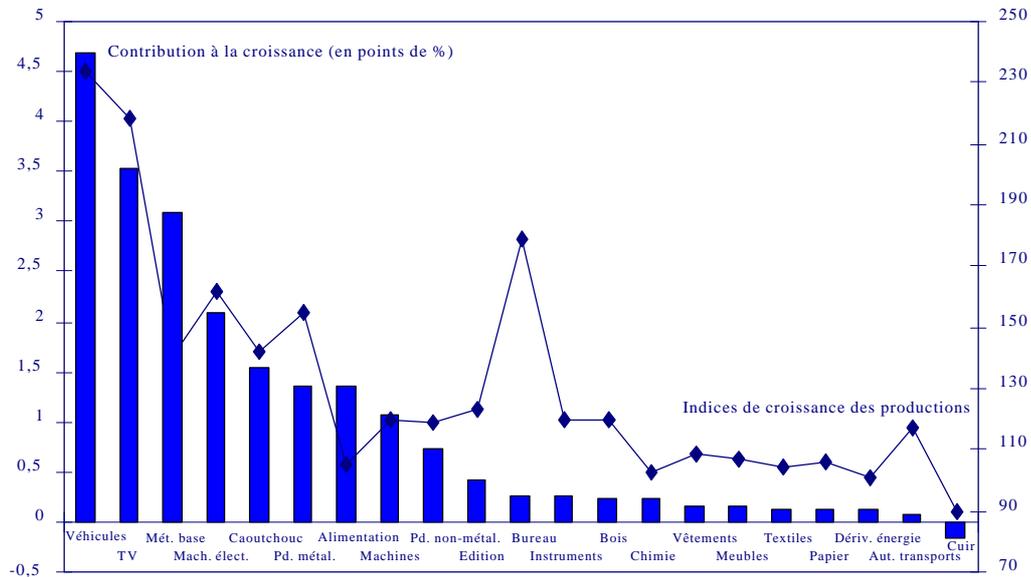
En Pologne, tous les secteurs enregistrent une croissance de leur production sur la période 1993-1995 mais autour du rythme moyen annuel de 12,2 % qui caractérise l'ensemble du secteur manufacturier, les rythmes de croissance sectorielle vont de 6 % (industrie du cuir) à +24 % (appareils de télécommunication). En Hongrie, les écarts sont encore plus marqués car nombre de secteurs demeurent en récession encore en 1995 : au sein de l'industrie manufacturière qui croît de 6 % par an de 1993 à 1995, il y a des secteurs en déclin (industrie du cuir -4 %) et d'autres en forte progression (véhicules +33 %). En République tchèque, à un niveau de désagrégation moindre, les rythmes de croissance en 1994-1995 s'étagent de -5,6 % (industrie du cuir) à +16,8 % (machines électriques).

Graphique 1
Pologne : dynamiques sectorielles (1995/1992)



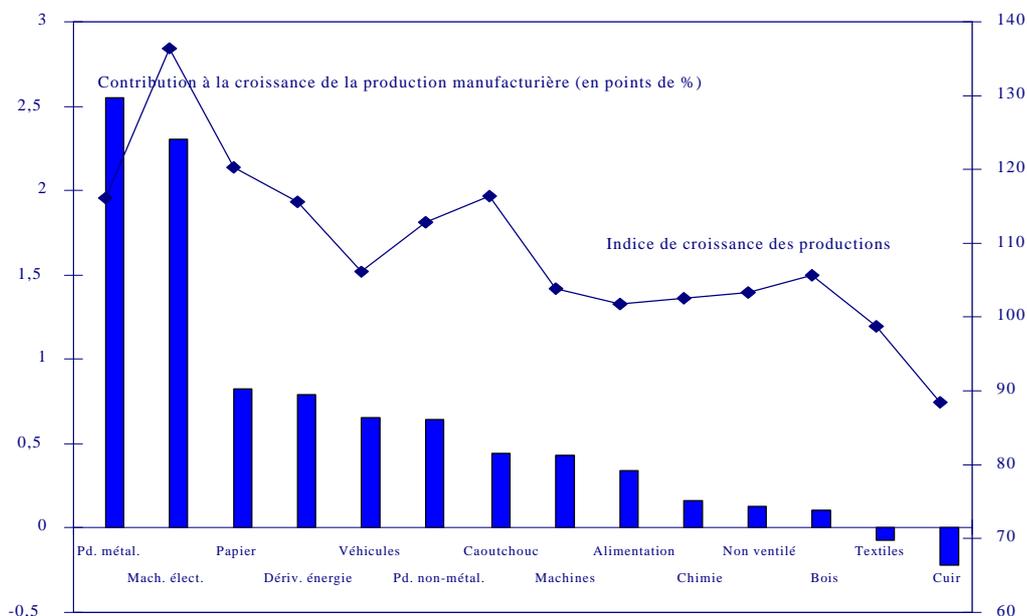
Sources : Office central des statistiques ; annuaires et bulletins statistiques, Varsovie.

Graphique 2
Hongrie : dynamiques sectorielles (1995/1992)



Sources : Office central des statistiques ; annuaires et bulletins statistiques, Budapest.

Graphique 3
République tchèque : dynamiques sectorielles (1995/1993)



Sources : Office statistique tchèque ; annuaires et bulletins statistiques, Prague.

La contribution des différents secteurs à la croissance de la production manufacturière dépend non seulement de leurs performances respectives, mais aussi de leur poids dans la production manufacturière. On peut ainsi distinguer parmi les industries dont la croissance dépasse la moyenne, des secteurs "émergents" dont le poids est encore faible et des secteurs "porteurs", qui ont, du fait de leur poids, une forte contribution à la croissance globale. A l'inverse, parmi les secteurs relativement peu dynamiques, il y a des industries qui néanmoins contribuent fortement à la croissance globale du seul fait de leur taille (c'est le cas de l'industrie alimentaire en Pologne). On observe que la croissance industrielle en Pologne fait apparaître un bon nombre de secteurs "émergents", alors qu'en Hongrie elle repose surtout sur des secteurs "porteurs". Les changements sectoriels en gestation en Pologne apparaissent ainsi de plus grande amplitude que ceux qui ont lieu en Hongrie et soulignent la relation existant entre la croissance et les restructurations sectorielles.

La croissance industrielle apparaît aussi plus ou moins solidement installée et les dynamiques sectorielles plus ou moins bien ancrées d'un pays à l'autre (**Annexes 2A, 2B et 2C**). En Pologne, les secteurs en forte croissance affichent des tendances relativement régulières et souvent une accélération en fin de période ; ces secteurs paraissent ainsi constituer des bases solides aux performances de l'industrie. Ils ont un niveau de production qui a largement dépassé celui de 1989 (tabac, papier, édition, meubles, instruments de précision) ou qui s'en rapproche (alimentaire, matériel de transport). En Hongrie, seul un petit nombre de secteurs enregistre une croissance régulièrement élevée

(véhicules, matériel de télécommunication, machines électriques, métallurgie), alors que bien des industries qui affichent une forte progression sur l'ensemble de la période se caractérisent en fait une très grande instabilité de leurs performances et se révèlent très vulnérables à la détérioration de la conjoncture macroéconomique en 1995. D'autres secteurs au contraire amorcent une accélération de leur croissance en 1995 (machines et équipements, papier). La configuration de la croissance industrielle y apparaît ainsi plus instable qu'en Pologne. En Tchéquie, où les tendances de la reprise ne sont observables que sur deux années, la hiérarchie des performances des différents secteurs apparaît encore éminemment changeante. En 1994, certaines branches marquent un fort dynamisme (papier, caoutchouc, porcelaine, instruments, produits chimiques de consommation) ; en 1995 deux secteurs sont toujours en récession (industrie chimique, cuirs).

Des similarités de pays à pays

La diversité des performances sectorielles fait apparaître dans les trois pays des tendances similaires tant du côté des industries à la pointe de la reprise que du côté des secteurs en perte de vitesse.

Un premier trait commun qui mérite d'être souligné est que les industries mécaniques-électriques sont parmi les secteurs à la pointe de la croissance. Dans les trois pays, elles fournissent un fort contingent des branches ayant une croissance supérieure à la moyenne. Les *machines électriques* font partie des secteurs les plus dynamiques en République tchèque et en Hongrie ; le *matériel de transport* et le *matériel de télécommunications* en Hongrie et en Pologne ; *les machines* en Pologne. Partout, l'année 1995 est marquée par une accélération de la croissance des productions dans le secteur des *machines* qui peut s'analyser comme l'effet de la montée de la demande d'investissement. En amont de la filière mécanique, *la métallurgie* est un aussi un des secteurs moteurs de la croissance en Hongrie et en République tchèque. Dans les trois pays, *l'industrie du caoutchouc-matières plastiques* est un secteur porteur dont la demande est liée à la production de matériel de transport. Les effets d'entraînement entre secteurs jouent ainsi sur le dynamisme de l'activité industrielle.

En bas de l'échelle des performances, on trouve dans les trois pays *les industries alimentaires* et *la filière de l'habillement (tissus, vêtements, cuirs)*. Cette dernière avait plus ou moins suivi le rythme de la croissance globale en 1993-1994, mais elle enregistre partout un très net repli en 1995 et elle s'inscrit sur l'ensemble de la période de reprise parmi les secteurs en perte de vitesse.

Des tendances fortement divergentes caractérisent ainsi les deux grandes catégories d'industries qui avaient le plus souffert de la crise en Europe centrale. La filière textile-habillement et la filière métallurgie-mécanique ont été en effet celles dont les productions avaient le plus fortement chuté entre 1990 et 1991-1992 à la suite de l'effondrement des marchés du Comecon. Les évolutions enregistrées depuis dans les industries de l'habillement contrastent avec les performances réalisées par ce secteur sur les marchés européens pendant la première phase de la transition. Si ces productions ont contribué substantiellement à l'élargissement de leur parts de marché en Europe, ils ne sont pas les moteurs de la croissance interne. Dans les industries mécaniques-électriques, la croissance

en Europe centrale s'appuie la restauration et la modernisation de certains pans du potentiel industriel hérité de la période d'économie planifiée, même si au sein de ces secteurs dynamiques ce sont de nouveaux produits qui prennent la relève des productions antérieures.

Par delà les tendances communes, la croissance révèle aussi des tendances propres à chaque pays au niveau sectoriel. Ainsi en Pologne, la filière bois fournit des industries dynamiques (papier, meubles, édition); en République tchèque, c'est le cas des dérivés énergétiques.

Ce retour à la croissance fait ressortir une hiérarchie des secteurs industriels que l'on peut comparer à celle qui se dégageait de l'analyse ex ante de la compétitivité des industries est européennes mesurée en prix internationaux (DRC) (*Hughes & Hare*). Bien que les différences de nomenclatures ne permettent pas une comparaison très précise, il apparaît assez clairement sur les cas de la Pologne et de la Hongrie qu'il n'y a pas de relation directe entre le classement des branches en fonction des DRC et les taux de croissance sectoriels enregistrés depuis 1993-1994. Parmi les branches qui étaient identifiées à priori comme les plus compétitives en Pologne, on trouve aussi bien des industries qui ont en fait eu des performances médiocres (alimentaire, chaussures, vêtements) que des industries qui ont tiré la reprise (matériel de transport papier). A l'inverse, parmi les industries qui pouvaient être considérées comme les moins compétitives, certaines se sont révélées dynamiques (édition, instruments, machines, caoutchouc). De même en Hongrie, si le diagnostic de s'est révélé juste dans un certain nombre de cas en identifiant les industries compétitives (métallurgie, équipements électriques) et les non compétitives (cuirs, vêtements), il n'a pas coïncidé avec les développements qu'ont enregistrés d'autres industries (machines, instruments). Cette conclusion selon laquelle les DRC n'apparaissent pas comme un bon indicateur de la compétitivité des branches rejoint ainsi celle qui ressortait des analyses faites lors de la phase de récession (*IMF, 1995*).

II. INDICATEURS SECTORIELS: VALEUR AJOUTEE, PRODUCTIVITE, INVESTISSEMENTS

On a cherché à apprécier comment se situaient les industries dynamiques (et les industries en perte de vitesse) en termes d'intensité en travail et d'effort d'investissement. Compte tenu du niveau d'agrégation auquel se situent les observations, les indicateurs doivent être interprétés avec précaution. En outre, en raison des spécificités de ces économies en pleine transformation, ces indicateurs risquent de refléter non seulement les caractéristiques techniques des branches mais aussi l'état d'avancement des restructurations microéconomiques et sectorielles (politiques d'emploi, de salaires, d'investissement).

2.1. Intensité en travail et évolution des productivités

La valeur ajoutée par travailleur a servi à caractériser les différentes industries. Une faible valeur ajoutée par travailleur correspond aux secteurs à forte intensité en travail alors qu'une valeur ajoutée élevée par travailleur permet d'identifier les secteurs à forte productivité du travail⁴ (**Annexes 3A et 3B**)

Où se situent les secteurs les plus dynamiques dans l'échelle de la valeur ajoutée par employé ? En Hongrie comme en Pologne, trois secteurs seulement parmi les secteurs les plus dynamiques ont une valeur ajoutée par employé *supérieure à la moyenne* (dans les deux cas édition et caoutchouc-matières plastiques en font partie). La croissance n'est donc pas tirée pour l'essentiel par des industries où la productivité du travail est relativement élevée. Ceci tend à confirmer les analyses selon lesquelles l'avantage de ces économies se situe dans les secteurs relativement peu sophistiqués et les productions de faible qualité. Deux observations peuvent nuancer cette appréciation : d'une part, il y a un recul relatif assez général des industries qui se situent tout en bas de l'échelle en termes de productivité du travail (avec des exceptions comme les meubles en Pologne, les produits métalliques en Hongrie) et d'autre part, la plupart des industries en forte croissance se caractérisent par un niveau de valeur ajoutée par travailleur qui, s'il est inférieur à la moyenne, n'en n'est pas très éloigné (sauf exception dans une marge de 20 % en dessous de la valeur moyenne). Il y aurait donc une évolution progressive des structures industrielles en faveur des industries qui se situent pour la plupart à un niveau intermédiaire en terme de productivité du travail mais plus rarement vers celles qui se situent en haut de l'échelle.

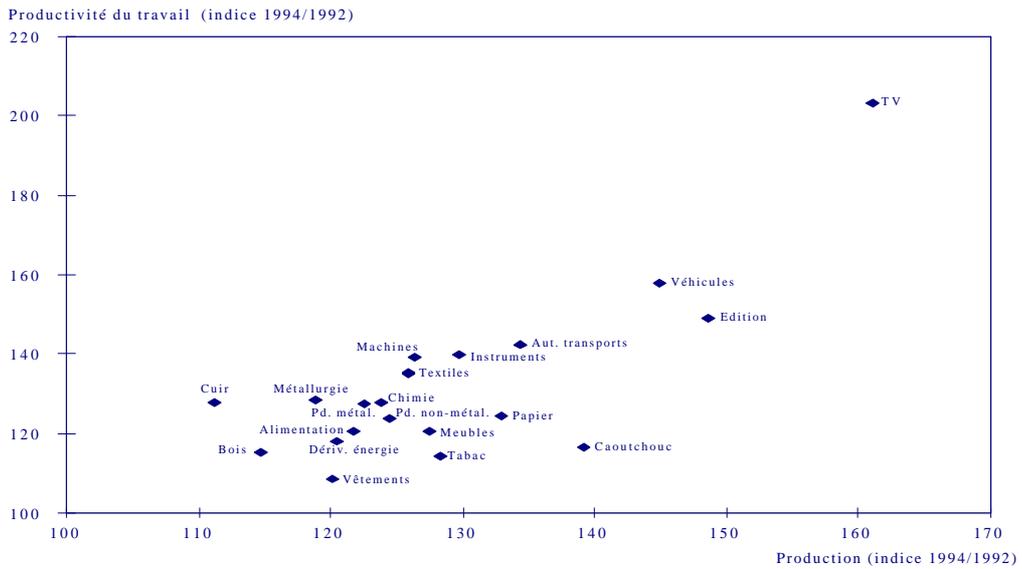
L'évolution de la productivité du travail par secteur (mesurée cette fois par le niveau de *production* par travailleur) devrait aussi contribuer au glissement des structures industrielles vers les activités à forte productivité. Les industries en forte croissance sont généralement celles où la productivité du travail a progressé le plus vite, dans la mesure où elle a résulté de l'effet combiné de l'augmentation des productions et des réductions d'effectifs (**Graphiques 4, 5 et 6**)

En Pologne, la reprise de la croissance et les gains de productivité ont entraîné une amélioration de la situation financière des entreprises dans la quasi totalité des branches industrielles. En 1995, les deux tiers des entreprises manufacturières affichent un bénéfice net et elles ont désormais un poids largement prépondérant dans l'ensemble du chiffre d'affaires de l'industrie manufacturière. Cependant dans deux des industries dont les productions sont en forte croissance, véhicules et appareils de télécommunication, l'activité demeure encore fortement marquée par le poids des firmes déficitaires (**Annexe 3A**).

En République tchèque, le souci de productivité du travail s'impose de façon moins forte qu'ailleurs et nombre de secteurs industriels s'accommodent de faibles progrès ou de

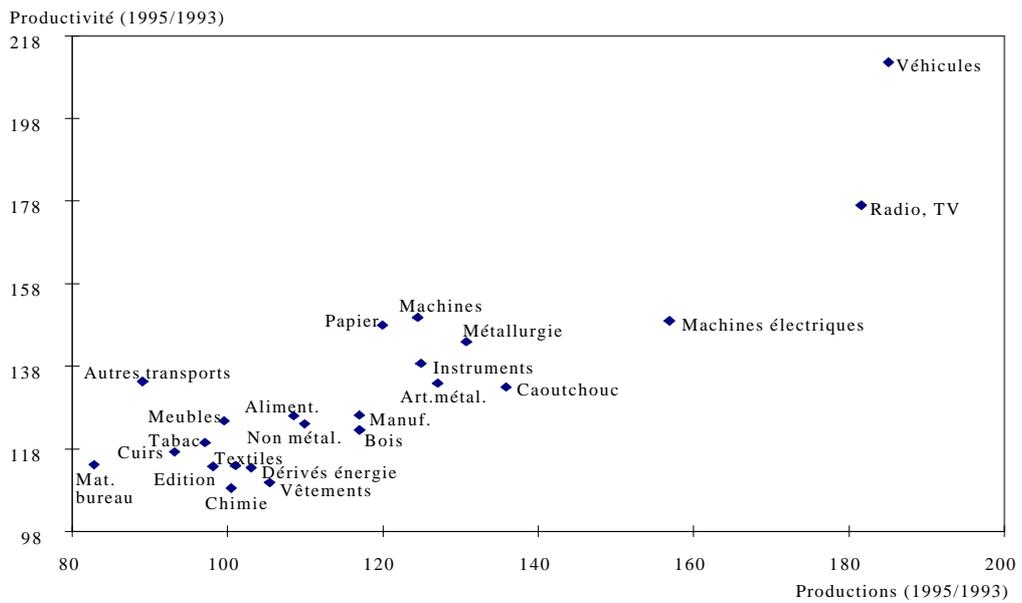
⁴ Les données sur la valeur ajoutée n'étaient pas disponibles pour la République tchèque

Graphique 4
Pologne : évolution sectorielle des productions et des productivités (1994/1992)

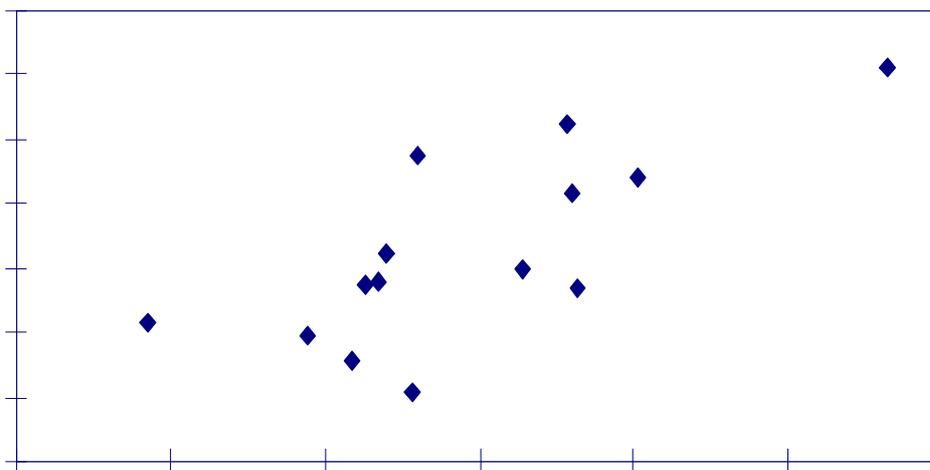


Sources : Office central de statistiques ; annuaires et bulletins statistiques, Varsovie.

Graphique 5
Hongrie : croissance des productions et des productivités 1995/1993



reculs dans ce domaine. Dès cette première phase de reprise les trois secteurs à la pointe de la croissance sont créateurs d'emplois et gagnent en productivité du travail sous le seul effet de l'accélération des productions(Annexe 3C)



2.2. Qualification de la main d'oeuvre(Annexes 3A, 3B et 3C)

Pour mesurer le degré de qualification de la main d'oeuvre, on a repris des indicateurs utilisés par Neven (1995) que sont le salaire moyen et la part des travailleurs non manuels dans la main d'oeuvre dans les différents secteurs. Sous réserve des limites indiquées plus haut, on peut considérer que les secteurs caractérisés par un salaire moyen supérieur à la moyenne et une forte proportion de cols blancs sont des secteurs à main d'oeuvre qualifiée. Ces deux critères vont souvent de pair car les travailleurs non manuels ont généralement un salaire supérieur à celui des travailleurs manuels. Sur ces critères, un certain nombre d'industries se situent clairement en haut de l'échelle (dans les trois pays : édition, véhicules et autres matériels de transport, chimie, instruments de précision), et d'autres en bas de l'échelle (la filière textile, les industries du cuir et du bois). Les autres secteurs ont une position plus ambiguë, soit parce que ces indicateurs les situent autour de la moyenne, soit qu'ils donnent des informations divergentes

Le degré de qualification de la main d'oeuvre n'apparaît pas comme un critère discriminant dans les performances sectorielles ; dans aucun des trois pays ce degré de

qualification ne trace une ligne de partage nette entre les secteurs à forte ou faible croissance. On note cependant que les industries en bas de l'échelle des qualifications enregistrent les croissances les plus faibles ; en Pologne et en République tchèque, les industries à main d'oeuvre qualifiée paraissent mieux loties qu'en Hongrie. Il reste que le degré de qualification de la main d'oeuvre est certes très imparfaitement mesuré ici

2.3. Investissements(annexes 3A, 3B et 3C)

Il existe une relation entre l'investissement par travailleur et la valeur ajoutée par travailleur ; les secteurs où la valeur ajoutée est la plus élevée sont aussi les plus capitalistiques. Les industries en pointe de la croissance ne sont donc pas en général les industries les plus capitalistiques. Dans la filière mécanique, l'industrie automobile se caractérise dans les trois pays par un niveau élevé d'investissement par travailleur mais les secteurs de production de machines (dans les trois pays) et de matériel électrique (en Hongrie et République tchèque) apparaissent au contraire peu capitalistiques. Au niveau de désagrégation observé, ce sont des secteurs très hétérogènes et la faiblesse de l'investissement par travailleur indique que les productions "lourdes" n'ont pas bénéficié d'investissement de modernisation. Cette situation peut évoluer avec la reprise de l'investissement : entre 1992 et 1994, le ratio investissement/travailleur augmente dans le secteur du matériel électrique en Pologne, et dans le secteur des machines et équipement en Hongrie.

Ainsi dans cette première phase de reprise de la croissance, les dynamiques sectorielles sont très différenciées mais elles sont encore loin de correspondre à des changements dans l'intensité factorielle de la production. Néanmoins, les progrès de productivité comme la remontée de l'investissement confèrent sans doute un caractère transitoire aux évolutions observées pendant cette première phase de reprise.

Le taux d'investissement dans l'industrie manufacturière (part de l'investissement dans la valeur ajoutée) est nettement plus élevé en Hongrie (20 % en moyenne de 1992 à 1994) qu'en Pologne (15 %). (On ne dispose pas de données comparables pour la République tchèque). Les taux en Europe centrale apparaissent ainsi modestes pour des économies dont les besoins de rénovation technologique et d'adaptation des capacités industrielles sont considérables.

Les taux d'investissement observés diffèrent fortement selon les branches industrielles ce qui peut tenir à la nature plus ou moins capitaliste du secteur et/ou à l'ampleur des stratégies d'investissements destinées à la mise à niveau du secteur en termes de technologies. Dans nombre de cas, les taux d'investissements par branches sont très irréguliers sur la période 1992-1994 et ils reflètent manifestement des poussées d'investissement liées à des opérations de modernisation (notamment grâce à des capitaux étrangers).

En considérant les taux moyens d'investissement sur la période, on peut établir plusieurs types de dynamiques sectorielles dans cette période de reprise

- les industries qui associent des taux de croissance et d'investissement relativement élevés (égaux ou supérieur à la moyenne) : ce sont des secteurs dont la modernisation a bénéficié de dépenses en capital qui portent leurs fruits. L'allocation en leur faveur des ressources d'investissements limitées, la présence d'investissements étrangers (*cf. point 2.2.*) tendent à indiquer qu'ils font partie des industries où pourront s'ancrer durablement la croissance les futurs avantages comparatifs de ces pays

- les industries où le taux d'investissement est faible mais qui enregistrent une forte croissance. Cette catégorie inclut plusieurs types d'industries : des activités traditionnelles, performantes mais peu capitalistiques (meubles) ; des industries qui ont développé leur offre sur la base du capital existant (machines, matériels de transport autres que les automobiles) ; des industries nouvelles qui misent principalement sur les avantages de coûts de main d'oeuvre et peuvent bénéficier d'une forte insertion internationale (instruments) ;

- les industries où le taux d'investissement élevé résulte de la nature capitaliste du secteur mais n'engendrent pas une forte reprise des productions

- les industries à faible taux d'investissement et faible croissance auquel appartiennent essentiellement les industries de l'habillement.

	<i>Pologne</i>	<i>Hongrie</i>
Industries à forte croissance et fort taux d'investissement	Papier, véhicules, TV, chimie, matériel élect, caoutch, édition	Véhicules, matériel de bureau, mat. électrique, art. métalliques, caoutchouc, tabac
Industries à forte croissance et faible taux d'investissement	Instruments, meubles, machines, autres mat. transport	TV, métallurgie, édition, bois, instruments, autres matériels de transport, articles minéraux, machines
Industries à faible croissance et fort taux d'investissement	Métallurgie, art. minéraux, bois, alimentation	Chimie, pétrochimie, papier, alimentation
Industries à faible croissance et faible taux d'investissement	Art. métalliques, tabac, vêtements, textiles, cuirs	Textiles, vêtements, meubles, cuirs

III. LE ROLE DU COMMERCE EXTERIEUR ET DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS

Au cours de la phase de reprise, l'ouverture de ces économies aux échanges et aux capitaux étrangers s'est poursuivie et le mouvement d'internationalisation fait ainsi partie intégrante du processus de transformation structurelle de ces économies. On se propose donc d'examiner maintenant comment, au niveau sectoriel, les dynamiques de croissance s'articulent avec les évolutions de commerce extérieur et comment s'exerce l'effet des investissements directs étrangers.

3.1. Ouverture et croissance

Des taux d'exportation en hausse

Au cours de la reprise, la part exportée de la production manufacturière a augmenté dans les trois pays. Cette augmentation n'est pas due à un effet de change puisque entre 1992 et 1995 le taux de change réel est stable (Hongrie) ou s'apprécie (Pologne, République tchèque)(**Annexe 1**)

C'est la Hongrie qui a le taux d'ouverture le plus élevé alors même que sa monnaie est la moins sous-évaluée par rapport à la parité de pouvoir d'achat. Le taux d'exportation de l'industrie manufacturière hongroise est passé de 29 % à 36 % de 1993 à 1995. En 1995, la dépendance de l'industrie hongroise à l'égard des marchés extérieurs dépasse 60 % dans nombre de secteurs (véhicules, l'industrie du vêtement, machines électriques matériel de bureau matériel de bureau)(**Annexe 4A**)

Le taux d'exportation de l'industrie manufacturière polonaise est passé de 19 % en 1992 à 23 % en 1994⁵ (**Annexe 4B**). En tenant compte du fait que l'industrie polonaise est naturellement plus tournée vers son marché intérieur que l'industrie hongroise, on observe des similarités dans le degré d'ouverture à l'exportation des différents secteurs : industries relativement peu tournées vers l'exportation (alimentaire, papier, dérivés énergétiques, caoutchouc) ; industries spécialisées à l'exportation (vêtements) ; mais aussi des différences : l'industrie automobile et le matériel électrique ne font pas partie, en Pologne, des secteurs les plus dépendants de l'exportation.

En République tchèque, le taux d'exportation de l'industrie manufacturière est de 30 % en 1994, sensiblement inférieur à celui de l'industrie hongroise ; il est en légère progression par rapport à 1993, malgré l'appréciation du taux de change réel. Certains secteurs affichent des taux de dépendance plus élevés (supérieure à 40 %) et qui ne sont pas très différents de ceux de l'industrie hongroise dans les mêmes secteurs (textile, chimie, produits métalliques) (**Annexe 4C**). Le faible niveau de désagrégation des données de commerce extérieur tchèque ne permet pas d'aller plus avant dans la comparaison des taux d'ouverture des industries des deux pays.

Le degré de dépendance des différents secteurs à l'égard des marchés extérieurs ne rend pas compte de leurs performances sur les marchés extérieurs au cours de cette période où certaines industries très dépendantes des marchés extérieurs ne réalisent que des performances modestes à l'exportation alors que d'autres secteurs renforcent ou amorcent une orientation privilégiée à l'exportation.

⁵ Dans le cas de la Pologne, faute de données fournies sur la part des ventes réalisées à l'exportation, les taux d'exportation ont été calculés en raccordant les données de commerce extérieur et celles de productions internes. Cette procédure peut introduire certains biais et les chiffres présentés doivent être considérés comme indicatifs.

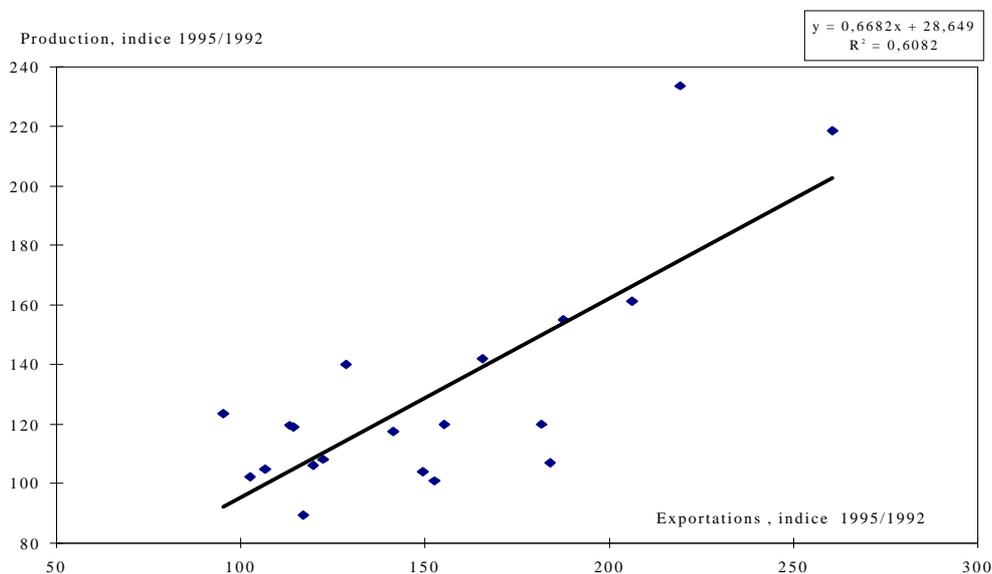
Hongrie, République tchèque : une croissance tirée par l'exportation

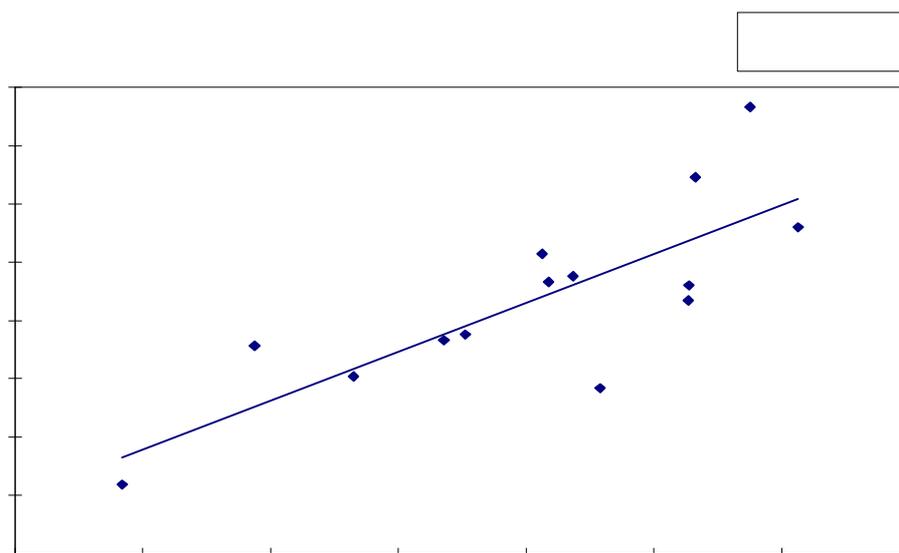
Dans les deux économies les plus ouvertes sur l'extérieur, la Hongrie et la République tchèque, les industries qui ont réalisé les plus rapides progressions à l'exportation sont généralement celles dont les productions ont aussi été les plus dynamiques ; néanmoins dans un petit nombre de secteurs le rôle de la demande interne s'est affirmé comme déterminant.

En **Hongrie**, la quasi totalité des industries plus dynamiques ont eu une croissance tirée par l'exportation. C'est le cas des industries de la filière mécanique (automobiles, matériel de télécommunication, matériel électrique, articles métalliques) et de l'industrie du caoutchouc-plastique. Dans quelques secteurs cependant, c'est la composante interne de la demande joue un rôle déterminant dans le soutien de l'activité (métallurgie, édition). Enfin dans un certain nombre de cas (meubles, dérivés énergétiques), la croissance rapide des exportations ne suffit pas à dynamiser la production (**Graphique 7**).

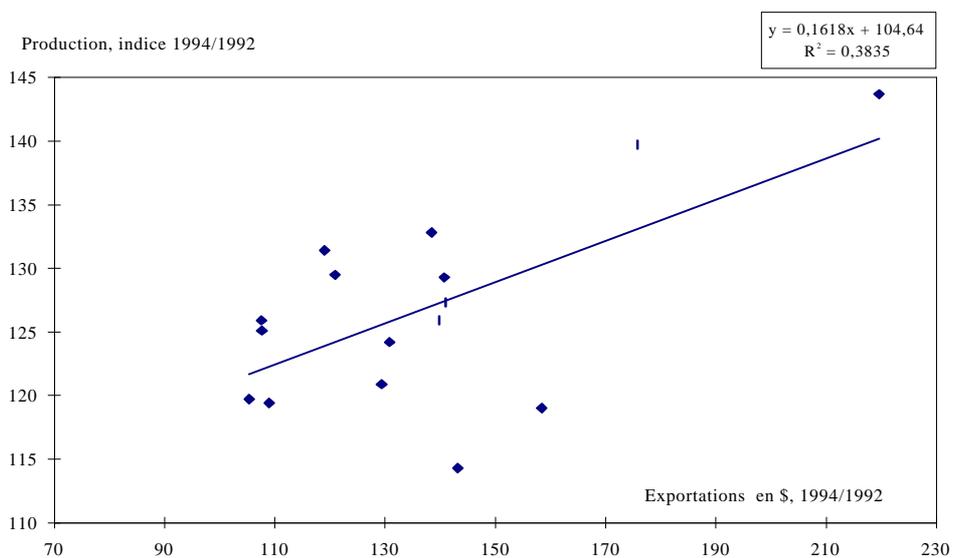
Les données concernant la République tchèque ne permettent l'analyse que sur la seule année 1994, où la croissance était à peine amorcée. Elle mettent aussi en évidence le lien entre les performances à l'exportation et l'évolution des production (**Graphique 8**).

Graphique 7
Hongrie : évolution des productions et des exportations dans l'industrie (1995/1992)





Graphique 9
Pologne : évolution des productions et des exportations (1994/1992)



*Deux secteurs ne figurent pas sur le graphique: vêtements et caoutchouc

En **Pologne**, les performances des différents secteurs font apparaître un lien plus lâche entre la croissance des productions et celle des exportations (**Graphique 9**). La reprise est tirée par la demande extérieure dans les industries appartenant à deux filières : l'aval de la filière bois (papier-meubles) d'une part, les industries mécaniques (véhicules et instruments) d'autre part. D'autres industries ont cependant des comportements divergents : l'industrie du caoutchouc-plastique dont la production est tirée par la demande intérieure et l'industrie du vêtement où l'expansion accélérée des exportations ne suffit pas à dynamiser la production.

Importations : concurrence ou complémentarité

L'analyse des importations suggère qu'il y a des effets de concurrence et de complémentarité qui jouent différemment selon les secteurs et les pays.

En **Pologne**, on l'a vu, les industries de l'habillement (vêtements, cuirs) ont réalisé une forte progression de leurs exportations mais celle-ci n'a pas suffi à soutenir la croissance des productions qui est restée sensiblement inférieure à la moyenne enregistrée par l'industrie manufacturière. Une des explications de cette situation paradoxale réside sans doute dans la concurrence extérieure qu'ont rencontrée les producteurs locaux sur le marché intérieur. En effet dans ces industries, le ratio importation/demande intérieure a augmenté extrêmement rapidement de 1992 à 1994 : le taux de pénétration a augmenté de 13 à 52 % dans le secteur du vêtement et de 13,5 % à 30 % dans celui du cuir (**Annexe 4B**). Les importations ont ainsi eu, semble-t-il, un effet d'éviction de la production locale, et la forte croissance des exportations n'a pas suffi à compenser cet effet. Un tel phénomène est sans doute lié à la nature dualiste de l'industrie textile polonaise où coexistent un secteur exportateur dynamique et un segment travaillant pour le marché local et peu compétitif vis à vis des importations. Ce dualisme peut s'expliquer par la place prépondérante qu'occupe la sous-traitance dans les activités exportatrices de ces industries (voir point 3.2.). Dans d'autres secteurs, le taux de pénétration a modérément augmenté tout en restant élevé, et la croissance des importations n'a pas empêché les producteurs locaux de tirer parti de la progression de la demande intérieure et d'accroître fortement leurs productions (c'est le cas du secteur du papier, du caoutchouc, des instruments et de l'automobile).

En **Hongrie**, l'évolution des productions et des importations dénote plus l'existence de relations de complémentarité que de concurrence. La progression des importations au niveau des différents secteurs ne paraît pas avoir d'effet dépressif sur leur activité. Au contraire, dans les secteurs dynamiques (machines électriques, matériel de transport, articles métalliques, radio-TV) la croissance des productions est associée à une progression des importations supérieure à la moyenne, alors que le déclin relatif de certaines industries (habillement, cuirs) ne coïncide pas à un développement accéléré des importations venant se substituer aux productions internes (**Annexe 4A**). Les structures industrielles hongroises sont déjà fortement insérées dans la division internationale du travail, sous l'effet de deux phénomènes : le développement des opérations de sous-traitance (le trafic de perfectionnement passif est responsable du quart des exportations hongroises) et la forte présence des entreprises étrangères dans l'économie. L'évolution des échanges avec l'Union européenne ces toutes dernières années montre une très rapide progression du

commerce intra-branche qui confirme l'insertion de l'industrie hongroise à un niveau fin de la division internationale du travail (**Tableau 3**).

Tableau 3
Commerce des pays d'Europe centrale avec l'Union européenne (12)

Indicateur d'échanges intra-branches (Grubel-Lloyd)

	1991	1992	1993	1994	1995
Hongrie	0,52	0,54	0,58	0,61	0,70
Pologne	0,42	0,42	0,43	0,43	0,46
République tchèque	-	-	0,59	0,61	0,64

Source : Eurostat, Comext, calculs de l'auteur.

3.2. Commerce avec l'UE

L'évolution des exportations vers l'UE confirme les réaménagements en cours dans l'industrie de ces pays (**Annexe 5**). Sur la période 1992-1995, elles mettent en évidence un ralentissement relatif des exportations dans le secteur textile-habillement par rapport à la période 1989-1992, qui certes peut s'expliquer en partie par l'évolution de la demande d'importation de l'UE puisque la part des pays d'Europe centrale dans les importations communautaires se maintient (Hongrie, République tchèque) ou continue à progresser (Pologne) (**Annexe 6**). Les échanges dans ce secteur continuent à être fortement dépendant de la sous-traitance mais le trafic de perfectionnement passif (qui représente 80 % des exportations d'habillement vers l'UE dans le cas de la Pologne et de la Hongrie, 70 % dans le cas de la République tchèque) ne suffit plus à assurer aux exportations des Peco le dynamisme exceptionnel enregistré pendant la première période précédente. On pourrait en conclure que les écarts de coûts salariaux dans les industries de main d'oeuvre, ne sont plus un facteur suffisant pour assurer des gains de compétitivité soutenus aux pays d'Europe centrale. Au contraire, les trois pays continuent à réaliser leur meilleures performances à l'exportation dans le secteur des industries mécaniques où ils entregistrent sur la période 1992-1995 de substantielles augmentations de leurs parts dans les importations de l'UE. Dans le matériel de transport, la part des trois pays est multipliées par plus de deux (de 2,4 à 5,2 % des importations extracommunautaires) et cette capacité à pénétrer les marchés occidentaux est à mettre en relation avec le rôle qu'ont pris les IDE dans ce secteur (voir ci-dessous). Leurs exportations de matériel électrique bénéficient de la progression de la demande européenne d'importation depuis 1992 ; l'accroissement de leur parts de marché témoigne de leur compétitivité alors même qu'au cours de cette période leurs exportations dans ce secteur tendent à s'autonomiser par rapport au opérations de sous-traitance (relatif déclin du rôle de la sous-traitance).

Par ailleurs, les pays d'Europe centrale maintiennent leur forte progression à l'exportation dans des industries traditionnelles : métallurgie, matériaux de construction et verres, bois-papier.

3.3. Les investissements directs étrangers

Les montants des investissements directs étrangers (IDE) dirigés vers les pays d'Europe centrale ces dernières années sont restés d'une ampleur marginale comparée aux flux de IDE dans l'économie mondiale : de 1992-1994 l'ensemble des trois pays a reçu environ 2,5 % des flux mondiaux ; ces montants sont généralement considérés comme insuffisants par rapport aux besoins en capitaux que nécessiterait la mise à niveau de ces économies. Néanmoins, compte tenu de la taille de ces économies ils ont représenté un apport substantiel de ressources : surtout pour leurs industries manufacturières qui ont absorbé la majeure partie de ces capitaux jusqu'en 1994 (**Tableau 4**). Le gonflement des IDE vers ces trois pays en 1995 (ils ont augmenté de 8 milliards de dollars) même s'il a bénéficié principalement au secteur des services et infrastructures a aussi accru les flux dirigés vers l'industrie⁶ (**Graphique 10**)

Tableau 4
Poids des investissements étrangers dans les économies d'Europe centrale

	Rép. tchèque	Hongrie	Pologne
Flux d'investissements étrangers directs, en % de :			
PIB (1995)	5,5	8,0	2,1
Formation brute de capital fixe (1994)	8,1	14,2	12,6
Importations (1995)	13,8	22,9	8,5
Part des sociétés à capital étranger, en % :			
Emploi total (1994)	6,0	23,5	9 (1)
Exportations (1994)	16,4	58,9	16,4
Emploi de l'industrie manufacturière (1994)	7,5	30,6 (2)	16,2 (1)
Ventes de l'industrie manufacturière (1994)	11,2	42,1 (2)	23,7 (1)

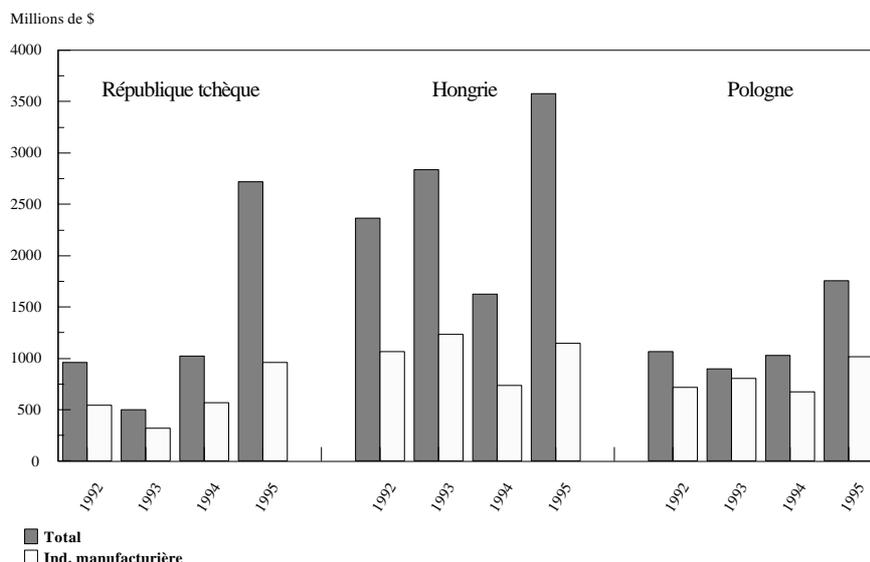
Sources: WIIW ; CEE, ONU ; FTRI.

(1) 1995.

(2) 1993.

⁶ Les données sur les investissements par secteurs utilisées dans cette étude sont celles fournies par la Commission Economique pour l'Europe (NU 1994, 1995, 1996) dans les documents "Statistical Survey of Recent Trends in Foreign Direct Investments in East European Countries".

Graphique 10
Investissements directs étrangers dans les pays d'Europe centrale



Les IDE ont été concentrés dans un nombre restreint de secteurs industriels. Les évolutions sectorielles observées ces dernières années sont donc susceptibles de s'expliquer par la présence dans certaines industries de sociétés à capital étranger, dont les performances sont supérieures à celles des entreprises locales, en termes de productivité du travail, de capacité à investir, de propension à exporter. La distribution sectorielle des IDE dans ces pays fournit aussi un indicateur de leurs avantages comparatifs dans la mesure où elle reflète la préférence des entreprises étrangères pour des productions locales par rapport à l'exportation. Cette orientation sectorielle devrait en outre se révéler durable puisque une fraction croissante des nouveaux flux d'IDE viennent des bénéficiaires réinvestis et de programmes de restructurations intervenant à la suite des acquisitions initiales (*Hunya*).

Les chiffres relatifs aux montants d'IDE ne permettent pas de mesurer précisément les apports de ressources liés aux investissements étrangers dans l'investissement en capital fixe des différents secteurs : d'un côté, lors des acquisitions réalisées dans le cadre des privatisations, les apports de capitaux étrangers ne restent pas à l'intérieur de l'entreprise mais vont au budget de l'Etat ; d'un autre côté, les opérations d'investissement étrangers sont le plus souvent assorties de prêts et ont pour effet de faciliter l'accès des entreprises aux financements d'investissements en capital. Ces deux biais jouent en sens opposé mais l'on ne peut identifier leur importance respective au niveau des différents secteurs. Néanmoins, pour éclairer le rôle des IDE, on a construit deux indicateurs : on a mesuré leurs spécialisations sectorielles en comparant leur structure par grands secteurs à celle des investissements totaux ; on a aussi mesuré l'intensité de la présence étrangère en rapportant les flux de capitaux étrangers aux montants d'investissements réalisés dans les

différents secteurs. Ce dernier indicateur, ne mesure pas, pour les raisons mentionnées plus haut, la contribution étrangère aux dépenses de capital, mais il donne une mesure de l'importance relative des capitaux qu'ont engagés les firmes étrangères pour prendre position dans un secteur, par rapport aux investissements totaux qui ont été effectivement réalisés dans ce secteur.

Pologne

A la fin de 1995, le stock d'investissements directs étrangers en Pologne dépasse 6 milliards de dollars (entre 6,2 et 6,8 milliards de \$) et plus de 60 % sont situés dans l'industrie (soit environ 3,8 milliards de \$), quasi exclusivement l'industrie manufacturière qui s'est ainsi révélée le secteur de loin le plus attractif pour les entreprises étrangères. Une part importante des flux d'IDE provient désormais des bénéficiaires réinvestis (40 % en 1995 contre 18 % en 1993).

La concentration des IDE dans l'industrie et le faible niveau d'investissement local, font que le montant des IDE rapporté à l'investissement industriel en Pologne atteint presque 20 % sur la période 1992-1994 (**Tableau 5**).

L'orientation sectorielle des IDE donne une indication des avantages comparatifs de l'industrie polonaise. Ils se concentrent à 70 % dans cinq grands secteurs : alimentaire (28 %), bois-papier (15 %), chimie (12,1 %) et machines-matériel de transport (8,2 %). Comparée à la structure des investissements internes, cette distribution met en évidence une forte spécialisation sectorielle des IDE sur l'industrie automobile, l'alimentaire et l'industrie chimique (**Tableau 6**). Ces chiffres d'IDE retenus ici correspondent à des opérations effectivement réalisées ; les montants de capitaux engagés par contrats sont bien supérieurs et ils accentuent les spécialisations observées jusqu'ici dans le secteur agro-alimentaire et dans la filière mécanique au sens large (y compris matériel électrique et de transport) (*Bilsen*).

L'intensité de la présence étrangère est élevée dans nombre de secteurs. Dans certains secteurs elle a apparemment un effet d'entraînement sur l'effort d'investissement global et sur la croissance des productions (**Tableau 5**) : ainsi dans les secteurs de la chimie, de l'automobile, elle coïncide avec des taux d'investissement élevés et des rythmes de croissance rapide. Mais cet effet ne joue pas toujours : dans l'industrie alimentaire, l'industrie métalliques, la forte intensité d'IDE va de pair avec des taux d'investissement et de croissance relativement faibles. Au niveau sectoriel examiné ici, il

Tableau 5 - Intensité sectorielle des IDE

	<i>Pologne</i>	
	IDE en % de l'investissement total de chaque secteur	Taux d'investissement (Invest. total en % de la valeur ajoutée)
	Moyenne 1992-1994	
Industrie manufacturière	19,2	14,8
Industrie alimentaire	24,0	12,6
Textile habillement	15,2	8,0
Bois, meubles, papier, édition	22,2	17,7
Dérivés pétrole et charbon	0,7	10,4
Chimie	23,9	23,2
Caoutchouc, plastiques	17,8	15,2
Prod. métalliques	33,2	10,3
Machines	14,1	5,7
Matériel de télécommunic.	0,7	23,7
Véhicules	23,1	24,0
Autres matériels de transport	7,6	10,0

	<i>Hongrie</i>	
	IDE en % de l'investissement total de chaque secteur	Taux d'investissement (Invest. total en % de la valeur ajoutée)
	Moyenne 1992-1994	
Industrie manufacturière	67,2	20,2
Alimentation, boisson, tabac	80,8	23,8
Textile, habillement, cuirs	57,7	9,2
Bois, papier, édition	75,4	16,3
Pétrochimie, chimie	26,0	27,6
Produits non métalliques	118,6	18,9
Métallurgie et articles métal.	54,0	17,3
Machines	120,7	17,6

<i>République tchèque</i>	
	IDE en % de l'investissement total de chaque secteur 1991-94
Industrie manufacturière	20,9
Alimentation	19,3
Chimie	15,9
Machines	9,8
Matériels de transport	67,2

Source : IDE : UN 1995 ; Investissement total : Annuaires et bulletins statistiques nationaux.

Tableau 6 - Distribution sectorielle des IDE

(En %)

	<i>Pologne</i>		
	IDE Stock fin 1994 (a)	Investissement total 1992-1994 (b)	Ratio (a)/(b)
Industrie manufacturière	100,0	100,0	1,0
Industrie alimentaire	28,7	26,9	1,1
Textile habillement	4,3	10,0	0,4
Bois, meubles, papier, édition	15,3	11,1	1,4
Dérivés pétrole et charbon	0,2	8,3	0,0
Chimie	12,1	6,2	2,0
Caoutchouc, plastiques	3,3	3,5	1,0
Prod. métalliques	6,3	5,2	1,2
Machines	4,0	12,8	0,3
Matériel de télécommunication	0,1	1,4	0,1
Véhicules	5,9	3,0	2,0
Autres matériels de transport	0,8	2,8	0,3

	<i>Hongrie</i>		
	IDE Stock fin 1994 (a)	Investissement total 1992-1994 (b)	Ratio (a)/(b)
Industrie manufacturière	100,0	100,0	1,00
Alimentation, boisson, tabac	33,2	24,8	1,34
Textile, habillement, cuirs	4,1	4,0	1,00
Bois, papier, édition	6,8	6,1	1,13
Pétrochimie, chimie	13,3	34,4	0,39
Produits non métalliques	8,2	4,1	2,00
Métallurgie et articles métalliques	6,3	7,3	0,86
Machines	26,9	17,8	1,51
Autres	1,4	1,5	0,92

	<i>République tchèque</i>		
	IDE Stock fin 1994 (a)	Investissement total 1992-1994 (b)	Ratio (a)/(b)
Industrie manufacturière	100,0	100,0	1,0
Industrie alimentaire	14,8	14,3	1,0
Chimie	9,1	18,5	0,5
Machines	6,6	12,7	0,5
Matériel de transport	37,0	11,2	3,3
Biens de consommation	32,5	43,3	0,8

Source: IDE : UN 1995 ; Investissement total : Annuaires et bulletins statistiques nationaux.

n'apparaît donc pas de relation systématique entre l'investissement étranger et les performances sectorielles. L'investissement étranger dynamise la croissance dans la mesure où il a un effet d'entraînement sur le taux d'investissement sectoriel. Dans les secteurs où il se substitue à l'investissement local son impact apparaît pas. L'observation sectorielle rejoint ainsi les conclusions généralement tirées des analyses au niveau macroéconomique (*Heinrich*). A noter cependant que, d'une part, la période d'observation est courte et qu'à moyen terme l'IDE peut être un élément déterminant dans la mise à niveau des productions locales, en termes d'efficacité et de qualité et que, d'autre part, l'analyse se situe à un niveau d'agrégation qui peut masquer des situations contrastées à un niveau plus fin.

République tchèque

Fin 1995, l'industrie manufacturière tchèque avait reçu environ 5,8 milliards d'investissements étrangers directs, dont 2,9 milliards dirigés vers l'industrie manufacturière soit sensiblement moins qu'en Pologne. Compte tenu des tailles respectives des deux économies, les IDE constituent un apport beaucoup plus substantiel pour l'industrie tchèque où ils représentent un montant de 1 400 \$ par travailleur contre 800 \$ dans l'industrie polonaise.

Sur l'ensemble de la période 1991-1994, les flux d'IDE équivalent en moyenne 20 % de l'investissement total dans l'industrie manufacturière tchèque ; ce taux a été très élevé en 1991-1992 (plus de 30 %) et il a décliné en 1992-1993 (autour de 15 %) du fait d'une baisse des IDE liée à la partition de la fédération et au mode de privatisation mise en oeuvre. En 1995, il y a eu un regain important de ces investissements dans l'industrie, avec un accroissement de l'ordre de 50% par rapport à 1994.

Les données disponibles sur la distribution sectorielle des IDE en République tchèque indiquent une forte concentration sur trois grandes catégories de produits (**Tableau 6**), on trouve comme en Pologne l'industrie automobile (37 %), l'industrie alimentaire (14,8 %) ; le secteur "biens de consommation" (une catégorie imprécise qui inclut boissons et tabac) compte pour 32,5 %. Industrie chimique et mécanique viennent loin derrière. Ces données ne permettent pas une comparaison précise avec celle des investissements totaux mais elles montrent cependant une nette spécialisation des investissements étrangers sur un secteur au moins: le matériel de transport.

Dans les secteurs pour lesquels les données d'investissements internes et celles d'IDE peuvent être raccordées, l'intensité de la présence étrangère apparaît maximale dans le secteur automobile (67 %), elle est importante aussi dans le secteur alimentaire (hors boisson-tabac) (21 %), mais moindre dans les secteurs chimique et mécaniques (10 %) (**Tableau 5**). On notera qu'aucun de ces quatre secteurs n'est à l'origine de la reprise industrielle qui s'opère en 1994. Au niveau des grands secteurs, l'impact des investissements étrangers n'apparaît ainsi ni direct ni immédiat. Une analyse plus fine montrerait sans doute des effets sur certaines industries : dans le secteur des équipements électriques, notamment, la croissance soutenue de la production est à mettre en relation avec les investissements massifs d'entreprises étrangères (les entreprises et JV de Siemens emploient environ 11 % de la main d'oeuvre de ce secteur) (*Sander*). En outre, l'impact de

l'investissement direct peut se faire sentir avec un décalage temporel : l'accélération de la production de matériel de transport en 1995 (+23 %) est le résultat des investissements étrangers massifs dans l'automobile (Volkswagen) dont une première vague est intervenue en 1991 et une deuxième en 1994-1995.

Hongrie

En Hongrie, le pays qui a reçu le plus d'IDE (entre 11 500 et 12 900 millions de \$ fin 1995) moins de la moitié a été investie dans l'industrie, soit la plus faible proportion des pays d'Europe centrale. Néanmoins les IDE dont a bénéficié l'industrie hongroise (4 à 5 milliards de \$ fin 1994) sont de loin supérieurs à ceux dirigés vers les industries polonaise ou tchèque. L'investissement étranger par emploi industriel (environ 5 000 \$) est en Hongrie trois fois supérieur à celui de la République tchèque.

Dans l'industrie manufacturière, l'orientation sectorielle des IDE présente de fortes similarités avec celle observée en Pologne et en République tchèque. Trois grands secteurs attirent près des trois-quarts des capitaux investis : alimentaire, machines, pétrochimie et chimie (**Tableau 6**). La distribution des IDE comparée à celle investissements internes montre une spécialisation relative sur quatre secteurs : l'alimentaire, et le secteur mécanique, comme en Pologne et en République tchèque mais aussi l'industrie du bois-papier et les produits non métalliques.

L'intensité de la présence étrangère est très élevée (**Tableau 5**). Dans l'ensemble de l'industrie manufacturière le ratio IDE/investissements totaux dépasse 65 %. Compte tenu de la masse des capitaux étrangers, les biais mentionnés plus haut, qui interdisent de mesurer précisément leur contribution à la formation de capital dans les différentes industries, sont particulièrement sensibles. Ainsi, le capital acquis par des investisseurs étrangers dans certains secteurs en 1993-1994 apparaît largement supérieur aux dépenses d'investissement opérés dans ces secteurs ce qui s'explique par le fait qu'une fraction importante du montant total d'IDE (plus de 35 %) a été effectuée à travers des opérations de privatisation ce qui a réduit d'autant les apports étrangers restant à l'intérieur des entreprises.

D'autres données concernant l'activité des sociétés à capital étranger dans des différents secteurs confirment l'importance de la présence étrangère (**Annexe 4A**). Elles montrent la position dominante que les sociétés à capital étranger détiennent dans le chiffre d'affaire d'un certain nombre de secteurs de l'industrie hongroise en 1994 : elles réalisent plus de 70 % des ventes dans les industries du tabac, les machines électriques, l'industrie du papier, les véhicules et autres moyens de transport. Cette domination se retrouve dans les ventes à l'exportation.

Quel est l'impact de cette forte présence étrangère sur l'industrie hongroise ? La plupart des secteurs où la présence étrangère est forte (proche de ou supérieure à 50 % des ventes), enregistrent des performances à l'exportation supérieures à la moyenne de l'industrie (tabac, machines électrique, véhicules, tabac, matériel de télécommunication, instruments), alors que les secteurs où la présence étrangère est la plus faible ont des performances à l'exportation plus modestes (à l'exception de la métallurgie). L'impact des

IDE sur les exportations hongroises apparaît ainsi positif. D'un autre côté, une forte participation étrangère signifie aussi dans bien des cas une forte propension à importer. Avec une forte présence étrangère, une rapide progression des importations comme des exportations, certains secteurs présentent les caractéristiques d'industries fortement internationalisées (les véhicules et le matériel électrique, le matériel de télécommunication, caoutchouc-plastique). Dans d'autres, la présence du capital étranger se traduit surtout par une forte propension à importer (alimentaire, produits métalliques et non métalliques). Enfin à l'exception de quelques secteurs où l'intensité de la présence coïncide avec des taux de croissance exceptionnellement élevées (véhicules, matériel électrique et de télécommunication), la relation entre les deux est loin d'être systématique.

CONCLUSION

Depuis les débuts de la reprise industrielle, dans les trois pays d'Europe centrale, les développements de la production, de la productivité du travail, des exportations, ont été fortement différenciés entre les secteurs et la poursuite de la croissance devrait continuer à être sous-tendue par des changements dans les structures sectorielles de l'industrie.

L'analyse de ces évolutions indique que la reprise n'est pas tirée par les secteurs à forte valeur ajoutée mais suggère qu'il y a cependant l'amorce d'un relatif déclin des industries les plus intensives en travail au profit d'industries qui se situent pour la plupart à un à niveau intermédiaire dans l'échelle des productivités du travail. Les forts gains de productivité du travail que l'on observe dans les industries les plus dynamiques devraient accentuer cette évolution.

Les évolutions sectorielles mettent en évidence des tendances communes dans les trois économies : les industries de la filière mécanique comptent parmi les secteurs à la pointe de la croissance alors que les industries du textile et de l'habillement sont en perte de vitesse par rapport à la moyenne de l'industrie manufacturière. La croissance s'appuie ainsi sur la restauration et la modernisation de certains pans du potentiel industriel hérité de la période antérieure même si elle passe par un renouvellement des types de produits. Le secteur automobile, en croissance rapide grâce à une forte pénétration des investissements étrangers, et caractérisé par des effets d'entraînement sur le reste de l'industrie, est un des moteurs de la reprise et pourrait jouer le rôle qu'ont eu les secteurs textile et électronique dans l'industrialisation des pays d'Asie. Les restructurations sectorielles en cours devraient faire évoluer les spécialisations internationales de ces pays et auront des implications sur leur position sur le marché européen face aux pays membres et aux pays tiers.

Des éléments de fragilité pèsent cependant les perspectives de renouvellement des spécialisations industrielles de ces économies. D'une part, dans leur état actuel, leurs tissus industriels se caractérisent par une fragmentation qui fait coexister des entreprises compétitives, notamment à l'exportation, avec des entreprises non restructurées. Par ailleurs, même si les investissements étrangers directs ont un rôle décisif dans la modernisation des industries, ils ne peuvent suffire à porter l'effort d'investissement au niveau nécessaire pour soutenir le dynamisme de la croissance industrielle. Enfin, avec la

libéralisation complète des échanges avec l'Union européenne, certaines industries (dont l'automobile) perdront la protection dont elles bénéficient encore actuellement.

Annexe 1
Evolution des taux de change réels

Prix à la production industrielle (1992 = 100)	1992	1993	1994	1995
Hongrie	100	111	123	159
Pologne	100	132	165	207
République Tchèque	100	113	119	128

8

Taux de change nominal (1992 = 100)	1992	1993	1994	1995
Hongrie	100	117	133	159
Pologne	100	133	167	178
République Tchèque	100	103	102	94

Taux de change réel (1992 = 100)	1992	1993	1994	1995
Hongrie	100	105	108	100
Pologne	100	101	101	86
République Tchèque	100	91	86	73

PPA/Taux de change courant	1992	1993	1994	1995
Hongrie	0,61	0,62	0,63	0,64
Pologne	0,50	0,48	0,47	0,54
République Tchèque	0,29	0,36	0,39	0,46

Sources : Offices nationaux des statistiques ; annuaires et bulletins statistiques ; WIIW.

Annexe 2 A
Pologne: évolution des productions sectorielles
Production vendue à prix constants

	<i>Taux de croissance annuels en %</i>			
	1993	1994	1995	1993-1995
Industrie totale	6,4	12,1	9,4	9,3
Industrie manufacturière	10,4	8,1	11,4	11,8
Radio, TV	27,0	26,8	18,8	24,1
Edition	39,0	6,9	20,4	21,4
Instruments	16,1	11,7	29,0	18,7
Caoutchouc et plastiques	19,9	16,1	18,2	18,1
Voitures	27,4	13,7	13,3	18,0
Meubles et autres	11,4	14,5	24,8	16,8
Papier	6,6	24,7	17,2	15,9
Machines	9,4	15,5	19,3	14,7
Tabac	16,6	10,0	-	13,0
Chimie	6,1	17,3	12,6	11,9
Machines électriques	10,9	9,7	15,0	11,8
Autres matériels transports	9,6	22,6	4,1	11,8
Articles métalliques	7,1	15,6	11,0	11,2
Métallurgie	1,8	16,7	14,8	10,9
Produit non métallique	9,8	14,6	7,0	10,4
Alimentation et boissons	8,6	12,8	9,2	10,2
Bois	3,7	10,6	11,5	8,5
Dérivés du pétrole et charbon	12,3	7,2	4,4	7,9
Vêtements	8,3	11,0	4,2	7,8
Textiles	9,9	14,6	-2,1	7,2
Cuir	-1,2	12,6	6,9	5,9

Sources: Office central des statistiques annuaires et bulletins statistiques, Varsovie.
 (Classement en fonction des taux de croissance 1993-1995 par ordre décroissant).

Annexe 2 B
Hongrie : évolution des productions sectorielles
Prix constants

	<i>Taux de croissance annuels en %</i>			
	1993	1994	1995	1993-1995
Industrie totale	4,0	7,8	5,8	5,9
Industrie manufacturière	3,3	9,3	7,0	6,5
Véhicules	27,8	17,0	58,2	33,2
Matériel bureau, ordinateur	164,7	-20,0	3,5	29,9
Matériels radio, TV	16,4	53,4	18,4	28,3
Machines électriques	4,4	38,7	13,1	17,9
Articles métalliques	25,3	23,0	3,3	16,8
Caoutchouc	12,2	28,2	6,0	15,1
Métallurgie	4,9	16,6	12,1	11,1
Instruments	2,5	8,8	14,8	8,6
Edition	26,5	-3,2	1,4	7,5
Bois	5,7	16,1	0,8	7,3
Produits non métalliques	10,7	3,8	5,9	6,8
Machines	-3,3	9,6	13,6	6,4
Autres moyens de transports	34,7	-0,6	-10,4	6,3
Vêtements	4,1	7,1	-1,6	3,1
Papier	-11,2	3,3	16,1	2,1
Meubles	6,8	-3,6	3,3	2,1
Alimentation, boissons	-4,5	5,3	3,0	1,2
Textiles	1,8	2,1	-1,1	0,9
Chimie	0,6	2,7	-2,2	0,3
Dérivés du pétrole, charbon	-2,0	2,6	0,4	0,3
Tabac	0,0	10,7	-12,3	-1,0
Cuirs	1,6	4,7	-11,0	-1,8

Sources: Office central des statistiques annuaires et bulletins statistiques, Budapest.
 (Classement en fonction des taux de croissance 1993-1995 par ordre décroissant).

Annexe 2 C
République tchèque: évolution des productions sectorielles

	<i>Taux de croissance annuels en %</i>		
	1994	1995	1994-1995
Industrie totale	0,0	7,1	3,5
Industrie manufacturière	0,2	8,1	4,1
Équipement électrique	12,3	21,5	16,8
Papier	18,3	1,7	9,7
Caoutchouc	1,7	14,5	7,9
Articles métalliques	3,3	12,4	7,8
Dérivés énergétiques	8,0	7,1	7,5
Produits non métalliques	5,7	6,7	6,2
Matériel de transport	-14,1	23,5	3,0
Bois	3,0	2,6	2,8
Machines	-4,8	9,2	2,0
Non ventilé	-5,8	9,8	1,7
Chimie	3,8	-1,1	1,3
Alimentation, boissons	-2,2	4,0	0,9
Textiles	-1,7	0,5	-0,6
Cuirs	-1,2	-10,4	-5,9

Sources: Office tchèque des statistiques annuaires et bulletins statistiques, Prague.
 (Classement en fonction des taux de croissance 1994-1995 par ordre décroissant).

Annexe 3 A
Pologne : indicateurs sectoriels 1992-1995

	Production* 1992=100	Valeur ajoutée par travailleur moyenne 1992-1994	Productivité product. par trav. 1992=100	Part des entreprises bénéficiaires dans les secteurs, en % du revenu du nombre d'entre.		Salaire moyen ind. manuf = 100	Non manuels en % total	Investissement par travailleur moyenne manuf. = 100	Emploi 1992=100
				1995	1994				
Industrie manufacturière	139,8	100	129	80,9	65,8	100	22,1	100,0	94,6
Secteurs** :									
<i>Croissance > moyenne</i>									
Radio, TV	191,3	67	203	47,5	62,6	107	30,1	107,9	70,1
Édition	178,9	144	149	77,2	62,4	126	44,4	152,0	98,0
Instruments	167,3	88	140	89,8	75,2	111	32,5	47,1	83,7
Caoutchouc et plastiques	164,5	126	116	92,4	82,2	109	21,7	129,8	109,2
Voitures	164,1	79	158	33,9	66,4	108	24,7	128,2	87,6
Meubles et autres	159,2	78	121	81,2	61,8	84	17,4	53,3	104,2
Papier	155,8	102	124	92,8	79,2	112	18,2	323,6	96,8
Machines	150,7	62	139	77,7	68,3	100	26,1	38,0	89,0
Chimie	140,1	120	124	90,9	77,9	127	25,4	188,9	100,2
Machines électriques	139,9	88	121	83,7	78,6	111	25,2	110,4	99,9
Autres mat. transports	139,9	64	142	60,9	57,6	111	25,6	43,9	91,1
<i>Croissance < moyenne</i>									
Articles métalliques	137,4	98	128	85,1	71	97	21,8	68,8	92,7
Métallurgie	136,4	80	128	89,8	72	126	18,5	150,1	90,1
Produit non métallique	134,6	81	135	83,7	67,9	99	17,9	103,6	90,0
Alimentation	133,8	135	128	80,6	64,5	93	23,6	134,0	98,0
Tabac	128,3	854	114	92,5	72,7	143	20,5	300,7	109,1
Bois	127,9	88	115	83,3	66,8	87	17,2	92,6	99,0
Dérivés pétrole, charbon	125,7	956	118	95,4	93,3	202	22,6	675,6	103,4
Vêtements	125,3	58	108	75,7	56,6	73	12,0	29,1	112,1
Textiles	123,3	56	135	71,3	54,1	84	18,2	46,2	86,6
Cuir	118,9	55	128	68,4	54,3	73	16,1	24,3	76,7

Sources : Office central des statistiques ; annuaires et bulletins statistiques, Varsovie.

* Production vendue.

** Classés en fonction de la croissance des productions, ordre décroissant.

Annexe 3 A suite
Pologne : indicateurs sectoriels 1992-1995

	Part des entreprises bénéficiaires dans les secteurs, en %	
	du revenu	du nombre d'entre. 1995
Industrie manufacturière	80,9	65,8
Secteurs** :		
<i>Croissance > moyenne</i>		
Radio, TV	47,5	62,6
Edition	-	62,4
Instruments	89,8	75,2
Caoutchouc et plastiques	92,4	82,2
Voitures	33,9	66,4
Meubles et autres	81,2	61,8
Papier	92,8	79,2
Machines	77,7	68,3
Chimie	90,9	77,9
Machines électriques	83,7	78,6
Autres mat. transports	60,9	57,6
<i>Croissance < moyenne</i>		
Articles métalliques	85,1	71
Métallurgie	89,8	72
Produit non métallique	83,7	67,9
Alimentation	80,6	64,5
Tabac	92,5	72,7
Bois	83,3	66,8
Dérivés pétrole, charbon	95,4	93,3
Vêtements	75,7	56,6
Textiles	71,3	54,1
Cuirs	68,4	54,3

Annexe 3 B
Hongrie : indicateurs sectoriels 1992-1995

	Production* 1992=100	Valeur ajoutée par travailleur ind. manuf.=100 moyenne 1992-94	Productivité produit. par trav. 1993=100	Salaire moyen ind. manuf.=+100	Non manuels en % total	Investissement par travailleur industrie manuf.=100 moyenne 1992-1994	Investissement en % val. ajoutée industrie manuf.=100	Emploi 1992=100 1994
	1995	1994	1995	1994	1994	1994	1994	1994
Industrie manufacturière	120,8	100	126,2	100,0	22,2	100,00	100,0	79,2
Secteurs* :								
<i>Croissance > moyenne</i>								
Véhicules	236,6	98	128	107,6	27,2	233,1	238,4	76,9
Mat. de bureau	219,2	92	114,2	92,6	28,9	214,6	232,3	89,5
Radio, TV	211,4	70	176,9	93,0	29,9	61,6	87,7	71,9
Machines électriques	163,8	80	149	108,2	19,9	94,8	117,8	90,7
Articles métalliques	159,2	93	133,8	97,5	22,5	115,5	124,7	84,6
Caoutchouc	152,5	114	132,9	100,6	24,1	115,4	100,9	87,8
Métallurgie	137,1	63	143,9	116,4	19,5	44,4	70,0	75,4
Instruments	128,0	122	138,8	102,5	30,8	44,2	36,3	69,1
Édition	124,2	120	113,7	131,8	38,6	87,0	72,6	89,2
Bois	123,7	95	122,5	77,3	16,7	43,8	46,1	79,6
Produits non-métalliques	121,7	94	124	101,9	18,6	81,7	87,3	79,6
<i>Croissance < moyenne</i>								
Machines	120,4	83	149,8	97,4	24,7	60,9	72,9	65,5
Autres moyens de transport	120,0	80	134,3	129,0	30,8	14,3	17,8	96,6
Vêtements	109,7	52	109,8	59,8	11,3	16,4	31,6	92,4
Meubles	106,4	80	124,8	75,2	18,4	36,3	45,5	76,3
Papier	106,2	108	148	124,8	20,6	178,0	165,4	76,5
Alimentation	103,6	99	126	101,2	21,3	95,9	96,7	77,1
Textiles	102,8	49	113,9	69,9	15,7	31,4	64,5	79,7
Chimie	101,0	144	108,5	137,2	32,3	173,8	120,8	88,4
Dérivés du pétrole et charbon	101,0	475	113,7	183,1	34,6	661,8	139,4	83,4
Tabac	97,1	157	119,5	166,7	25,3	478,4	303,9	80,8
Cours	94,7	49	117,3	63,3	12,6	12,5	25,8	70,5

* Classés en fonction de la croissance des productions, ordre décroissant.

Sources : Office central des statistiques ; Annuaire et bulletins statistiques, Budapest.

Annexe 3 C
République tchèque : indicateurs sectoriels 1992-1995

	Production 1993=100 1995	Productivité product. par trav. 1993=100 1995	Salaire moyen ind. manuf = 100 1994	Non manuels en % total 1994	Investissement par travailleur ind. manuf=100 moy. 1992-94	Emploi 1993=100 1995
Industrie manufacturière*	108,3	114,5	100	28,2	100,0	93,7
Secteurs** :						
<i>Croissance > moyenne</i>						
Equipement électrique	136,4	141,2	98,4	34,0	53,9	100,1
Papier	120,3	124,0	110,1	34,1	171,3	102,5
Caoutchouc, plastique	116,4	106,8	104,5	25,0	163,3	113,5
Articles métalliques	116,1	121,5	112,0	26,4	78,7	94,6
Dérivés énergétiques	115,7	132,6	125,9	28,6	281,3	93,1
Produits non métalliques	112,8	109,7	104,4	21,9	153,2	91,0
<i>Croissance < moyenne</i>						
Matériel de transport	106,1	127,5	108,2	33,0	121,4	91,7
Bois	105,7	90,6	87,5	20,7	92,8	95,1
Machines	104,0	112,2	100,7	35,5	48,2	85,6
Non ventilé	103,4	107,9	88,8	23,4	41,3	92,4
Chimie	102,7	107,3	116,1	34,9	308,9	97,3
Alimentation	101,7	95,8	99,0	25,6	192,4	101,5
Textiles	98,8	99,5	75,7	20,9	44,1	91,6
Cuirs	88,5	101,4	80,0	19,4	25,9	87,1

Sources : Office tchèque des statistiques ; annuaires et bulletins statistiques, Prague.

* Plus de 25 salariés.

** Classés en fonction de la croissance des productions , ordre décroissant.

Annexe 4 A
Hongrie : croissances sectorielles et ouverture

	Productions indice 1995/92	Exportations		Importations indice 1994/92 en valeur moyenne manuf=100	Part des sociétés à capital étranger	
		en % des productions 1993	indice 1995/1992 prix constants		ventes totales en %	en % des exportations 1994
Industrie manufacturière	120,8	28,8	138,2	100,0		
Secteurs * :						
Véhicules	236,6	55,3	219,2	140,2	72,5	77,9
Matériel de bureau	219,2	43,2	53,5	83,2	40,1	74,8
Radio, TV	211,4	32,2	260,6	104,9	64	72,7
Machines électriques	163,8	57,2	206,2	113,8	78,5	94,1
Articles métalliques	159,2	33,0	187,6	116,9	49,2	71,2
Caoutchouc	152,5	31,1	165,5	102,8	56,2	60,4
Métallurgie	137,1	39,5	128,5	91,7	20,9	27,1
Instruments	128,0	33,2	155,2	86,0	47,7	66,9
Edition	124,2	4,2	95,3	95,8	42,1	31
Bois	123,7	20,7	181,5	98,8	30	44,3
Produits non métalliques	121,7	21,3	114,3	115,8	63,7	72,7
Machines	120,4	37,2	113,2	99,0	42,5	64,7
Autres moyens de transport	120,0	22,9	141,3	-		
Vêtements	109,7	60,5	122,4	77,0	43,5	52,3
Papier	106,5	8,9	119,7	91,3	74,7	91
Meubles	106,4	27,1	183,9	87,5	30,6	53,7
Alimentation	103,6	14,9	106,6	110,2	49,6	60
Textiles	102,8	37,2	149,4	81,8	43,6	56,4
Chimie	101,0	40,9	102,5	91,2	53,7	54,1
Dérivés de pétrole et charbon	101,0	21,7	152,5	138,5	99,6	100
Tabac	97,1	1,9	-	85,7	99,5	92,7
Cuir	94,7	48,5	117,0	87,4	43,3	62,8

Sources : Office central de statistiques ; annuaires et bulletins statistiques, Budapest.
* Classés en fonction des taux de croissance des productions 1995/1992.

Annexe 4 B
Pologne : croissances sectorielles et ouverture

	Production* 1992=100		Exportations		indice 1994/1992 valeur en \$	indice 1994/92 valeur en \$	Importations	
	1995	1994	en % 1992	1994			en % de la demande 1992	1994
Industrie manufacturière	139,8	1934	23,5	124,2	141,5	21	25,4	
Secteurs** :								
Instruments	167,3	28,7	34,9	140,7	117,1	56,7	58,5	
Caoutchouc et plastiques	164,5	15,2	5,5	106,4	179,7	32,2	36,7	
Voitures	164,1	21,1	27,4	175,7	139,9***	25,1	28,2	
Meubles et autres	159,2	22	39,6	219,6	-	-	-	
Papier	155,8	11,1	12,4	138,4	161,4	32,5	38,3	
Machines	150,7	21,8	21	107,6	125,2	49,2	51,5	
Chimie	140,1	32,1	26,9	107,6	139,2	42,8	45,8	
Machines électriques	139,9	28	30,9	130,8	127,7	43,3	46	
Autres mat. de transport	139,9	41,6	51,5	158,4	-	-	-	
Articles métalliques	137,4	24,5	31,6	139,7	146,4	23,8	31,6	
Métallurgie	136,4	49,2	46,8	109,0	165,5	19,3	24,4	
Produits non-métalliques	134,6	16,2	19,2	140,9	139,8	14,5	17,1	
Alimentation	133,8	8,6	10,4	129,4	119,9	8,5	9,6	
Bois	127,9	27,5	29,3	119,0	116,7****	9	9,8	
Dérivés de pétrole et charbon	125,7	7,7	8	105,3	80,3	11,3	9,1	
Vêtements	125,3	31,8	85,7	327,2	152,4	13,5	52	
Textiles	123,3	6,4	6,8	120,9	466,3	13,4	39,9	
Cuir	118,9	21,6	32,7	143,1	232,6	13,5	30,1	

Sources : Office central de statistiques ; annuaires et bulletins statistiques, Varsovie.

* Production vendue.

** Classés en fonction du taux de croissance 1994/1992.

*** Inclut les "Autres matériels de transport".

**** Inclut les "Meubles.

Annexe 4 C
République tchèque : croissances sectorielles et exportations

	Production		Exportations		
	1993=100		en % des productions		indice 1994/1993 moyenne manuf=100
	1995	1994	1993	1994	
Industrie manufacturière	108,3	100,2	29,8	30,9	100
Secteurs* :					
Papier	120,3	118,3	20,6	23,0	116,5
Équipement électrique	136,4	112,3	20,5	25,1	112,2
Dérivés énergétiques	115,7	108	19,9	23,7	120,2
Produits non-métalliques	112,8	105,7	37,2	38,9	100,4
Chimie	102,7	103,8	38,1	41,3	102,7
Articles métalliques	116,1	103,3	37,6	40,5	100,9
Bois	105,7	103	37,5	44,2	111,7
Caoutchouc, plastiques	116,4	101,7	27,1	32,4	111,7
Cuirs	88,5	98,8	33,8	37,7	94,4
Textiles	98,8	98,3	43,0	45,4	92,7
Alimentation	101,7	97,8	10,5	9,3	78,1
Machines	104,0	95,2	35,2	35,7	85,7
Non ventilé	103,4	94,2	39,6	48,1	104,9
Matériel de transport	106,1	85,9	42,4	38,5	67,8

Sources : Office tchèque de statistiques ; annuaires et bulletins de statistiques, Prague.

* Classés en fonction de leur taux de croissance 1993/1994.

Annexe 5
Dynamiques sectorielles des exportations vers l'UE (12)

	Pologne		Hongrie		Rép. Tchèque
	1992/1989	1995/1992	1992/1989	1995/1992	1995/1993
Produits agricoles	96	93	99	98	102
Produits alimentaires	155	105	154	76	132
Minéraux et combustibles	116	125	76	118	103
Produits chimiques	213	146	153	138	175
Cuirs et chaussures	228	110	193	104	114
Textiles	197	141	107	117	157
Vêtements	293	167	188	118	125
Bois	252	183	163	127	198
Matériaux de construction	388	235	182	148	151
Verres	214	124	232	97	143
Métaux non-ferreux	199	164	138	175	170
Sidérurgie	219	119	122	257	200
Machines	195	170	207	315	184
Matériel de transport	222	233	468	291	153
Machines électriques	157	323	244	280	226
Divers	261	36	178	30	143
Total produits manufacturiers	224	171	177	174	168
TOTAL	183	158	154	162	162

Sources : Eurostat ; Comext.

Annexe 6
Part des pays d'Europe centrale dans les importations de l'UE* (12)

En %

	Hongrie		Pologne		Rép. Tchèque	
	1992	1995	1992	1995	1993	1995
Produits agricoles	2,2	1,8	2,6	2,1	0,5	0,5
Produits alimentaires	1,3	0,9	1,4	1,4	0,5	0,6
Minéraux et combustibles	0,1	0,1	0,6	1,2	0,3	0,5
Produits chimiques	1,1	1,2	1,3	1,6	1,2	1,7
Cuirs et chaussures	2,4	2,1	2,1	2,0	1,7	1,7
Textiles	0,6	0,7	0,7	1,0	1,5	2,0
Vêtements	2,2	2,3	3,8	5,7	1,4	1,6
Bois	0,5	0,9	1,6	4,2	1,0	2,7
Matériaux de construction	1,7	2,5	2,3	5,5	5,5	8,7
Verres	3,2	2,8	4,5	5,1	9,0	11,8
Métaux non-ferreux	2,0	3,1	5,3	7,6	4,9	6,9
Sidérurgie	1,0	2,0	5,0	4,5	0,9	1,3
Machines	0,5	1,4	0,4	0,6	0,6	1,0
Matériel de transport	0,3	1,0	1,0	2,4	1,1	1,8
Machines électriques	0,7	1,5	0,4	1,1	0,7	1,4
Divers	6,0	0,8	14,9	2,5	1,0	1,4
Total produits manufacturiers	1,0	1,4	1,7	2,3	1,3	1,8
TOTAL	0,8	1,3	1,5	2,2	1,0	1,5

Sources : Eurostat ; Comext.

* Hors commerce intra-communautaire.

Annexe 7 A
Hongrie : structure de la production manufacturière en 1993 et 1995
Prix courants

	1993	1995	Changements
	en %		en points de %
Industrie manufacturière	100,0	100,0	0,00
Alimentation	27,2	25,3	-1,96
Textiles	3,2	2,7	-0,57
Vêtements	2,2	1,7	-0,42
Cuirs	1,3	1,0	-0,28
Bois	1,7	1,7	0,06
Papier	2,0	2,4	0,40
Edition	3,1	3,0	-0,10
Dérivés génétiques	9,5	7,1	-2,40
Chimie	11,0	10,8	-0,25
Caoutchouc-plastiques	3,0	3,8	0,83
Produits non métalliques	4,1	3,7	-0,37
Métallurgie	5,5	6,3	0,74
Articles métalliques	5,4	6,1	0,75
Machines et équipements	6,1	6,3	0,14
Matériel de bureau	0,5	0,2	-0,25
Machines électriques	3,6	4,4	0,81
Radio, TV, communication	1,9	2,5	0,63
Instruments	1,3	1,4	0,07
Véhicules	4,8	7,4	2,62
Autres matériels de transport	0,6	0,5	-0,14
Meubles	1,9	1,6	-0,30

Source : bulletins mensuels de statistiques.

Annexe 7 B
Pologne : structure de la production manufacturière en 1992 et 1995
Prix courants

	1992	1995	Changements
	en %		en points de %
Industrie manufacturière	100,0	100,0	0,00
Alimentation	26,1	25,4	-0,63
Tabac	2,0	2,2	0,14
Textiles	3,6	2,9	-0,71
Vêtements	3,8	2,8	-1,07
Cuir	1,6	1,3	-0,37
Bois	2,8	3,4	0,59
Papier	1,6	2,4	0,76
Edition	2,5	2,9	0,36
Dérivés énergétiques	8,1	6,6	-1,54
Chimie	7,2	7,9	0,76
Caoutchouc et plastique	3,0	3,5	0,43
Produits non métalliques	4,5	4,5	0,01
Métallurgie	7,4	7,7	0,28
Articles métalliques	4,6	4,0	-0,60
Machines et équipements	6,4	6,3	-0,07
Machines électriques	2,8	2,8	0,06
Radio, TV, communication	1,3	1,5	0,21
Instruments	0,9	1,0	0,03
Véhicules	3,3	4,3	0,91
Autres matériels de transport	2,7	2,8	0,08
Meubles et divers	3,1	3,4	0,30

Source : annuaires et bulletins statistiques.

Annexe 7 C
République tchèque : structure de la production manufacturière en 1993 et 1995
Prix courants

	1993	1995	Changements
	en %		en points de %
Industrie manufacturière	100	100	0,00
Alimentation	18,7	17,6	-1,14
Textiles	6,3	5,6	-0,69
Cuir et Fourrure	2,1	1,5	-0,56
Bois	3,5	1,7	-1,79
Papier	3,8	5,4	1,63
Dérivés énergétiques	5,7	6,1	0,43
Chimie	6,7	6,8	0,09
Caoutchouc	2,6	2,9	0,34
Produits non métalliques	5,3	5,3	-0,03
Métallurgie et art. métalliques	17,5	19,0	1,54
Machines	9,2	8,8	-0,46
Machines électriques et instrum.	4,3	5,8	1,60
Matériel de transport	10,9	10,1	-0,80
Autres	3,4	3,2	-0,16

Source : annuaires et bulletins statistiques.

BIBLIOGRAPHIE

- Ambassade de France en Pologne, "*Les investissements étrangers en Pologne 1990-1995*", note du Conseiller Economique et Commercial, mars, 1996.
- Baldwin R.E., "*Toward an Integrated Europe*" CEPR, 1994.
- Banque Mondiale, *World Development Report 1996* From Plan to Market.
- BERD, Transition Report 1996: Infrastructure and Savings.
- BERD, Transition Report 1994.
- BERD, Transition Report 1995: Investment and Enterprise Development.
- Bilsen V. & Lagae W., "The Impact of Foreign Capital on the Private Enterprise Development in Poland", Leuven Institute for Central and East European Studies, discussion papers on the *Economic Transformation: Policy, Institutions and Structures*, Working Paper n°47/1995.
- Blomström M., "Host Country Benefits of Foreign Investments", *NBER Working Paper*, n°3615, February, 1991.
- Brewer T.L., "Indicators of Foreign Direct Investment in the Countries of Central and Eastern Europe: A Comparison of Data Sources", *Transnational Corporations*, vol. 3, Number 2, August, 1994.
- Bucher A., Hayden M., Toledano Laredo E., "Economic Evaluation of EC-CEEC Trade", in European Commission, 1994.
- CEPR, "Is Bigger Better? The Economics of EC Enlargement", *Monitoring European Integration*, 1992.
- Collins S.M. & Rodrik D., "*Eastern Europe and the Soviet Union in the World Economy*", Institute for International Economics, Washington D.C., 1991.
- Csaki G. & Fóti G. Editors, "*Foreign Direct Investment and Transition: The Case of the Visegrad Countries*", Institute for World Economics of the Hungarian Academy of Sciences, Budapest, 1996.
- Csaki G., Fóti G. & Mayes D. Editors, "Foreign Direct Investment and Transition. The Case of the Visegrad Countries", *Trends in World Economy*, n°78, Institute for World Economics of the Hungarian Academy of Sciences.
- Csaki G., Saas M. & Szalavetz A., "Reinforcing the Modernization Role of Foreign Direct Investment in Hungary", Institute for World Economics, *Working Paper* n°62, March, Budapest, 1996.
- Donges J.B. & Wieners J., "Foreign Investment in the Transformation Process of Eastern Europe", *The International Trade Journal* Vol. 8, n°2, Summer 1994.
- Durka B., "*Foreign Direct Investments in Poland 1995: Overview of Main Tendencies and Opinions*", Discussion Paper, Foreign Trade Research Institute.

- European Commission, "The Economic Interpenetration Between the European Union and Eastern Europe", *European Economy, Reports and Studies* n°6, 1994.
- Faini R. & Portes R. Editors, "*European Trade with Eastern Europe: Adjustment and Opportunities*", CEPR, January, 1995.
- FTRI (Foreign Trade Research Institute), *Polish Foreign Trade in 1994* 1995, Varsovie.
- Gacs J. & Wincklers G. Editors, "*International Trade and Restructuring in Eastern Europe*", IIASA, Physica-Verl, 1994.
- Halpern L., "*Comparative Advantage and Likely Trade Pattern of the CEECs*", in Faini R. & Portes R., 1995.
- Hamar J., "Foreign Direct Investment and Joint-Ventures in Hungary", *Kopint-Datorg, Discussion Papers* n°17-18, December, 1993.
- Hamilton C. & Winters A., "Opening up international Trade with Eastern Europe," *Economic Policy*, April, 1992.
- Heinrich R., "*Central Europe's Place in Global Capital Movement*", in Csaki, 1996.
- Holcblat N., "L'impact des investissements étrangers sur l'économie hongroise", *document de travail* n°95/5, Direction de la Prévision, 1995.
- Hoekman B. & Djankov S., "*Intra-Industry Trade, Foreign Direct Investment and the Reorientation of East European Export*", CEPR, 1996.
- Hughes G. & Hare P., "Industrial Policy and Restructuring in Eastern Europe", *CEPR Discussion Paper series*, n°653, March, 1992.
- Hunya G., "Foreign Direct Investment in Central and Eastern Europe", *WIIW, Monthly Report*, 1/1996.
- IMF 1995, Czech Republic- Selected Background Studies, September.
- Inotai A. & Stankovski J., "Transformation in Progress: The External Economic Factor", *WIIW, Forschungberichte* n°200, 1993.
- Inotai A., "Some Remarks on Developments of Foreign Trade in Central and Eastern Europe", Institute for World Economics, *Working Paper* n°36, Budapest, 1994.
- Konings J., "Foreign Direct Investments in Transition Economies", Leuven Institute for Central and East European Studies, Discussion papers on *The Economic Transformation: Policy, Institutions and Structures* Working Paper 56/1996.
- Landesmann M., "The Pattern of East-West European Integration: Catching Up or Falling Behind", *WIIW, Research Report* n°212, January, 1995.
- Lemoine F., "CEECs Exports to the EU: Country Differentiation and Commodity Diversification", *Document de travail CEPII* n°94-15, December, 1994.
- Lemoine F., "Trade Policy and Trade Patterns during Transition: A Comparison Between China and the CEECs", *Document de travail CEPII* n°96-02, February, 1996.

Meyer K.E., "Direct Foreign Investment in Central Europe: Understanding the Statistical Evidence", London Business School, CIS-Middle Europe Center, June, 1994.

Naujoks. P. & Schmidt K.D., "Foreign Direct Investment and Trade in Transition Countries: Tracing Links", paper prepared for the Conference "Corporate Adjustment, Market Failures and Industrial Policies in the Transition" 4-6 May, Prague, 1995.

Neven D., "Trade Liberalization with Eastern Nations: How Sensitive?" in R. Faini and R. Portes, 1995.

NU.ECE, *Economic Bulletin for Europe*, vol. 47, 1995.

NU.ECE, *Economic Survey of Europe* 1995-1996.

OCDE, "Etudes économiques de l'OCDE: Hongrie", 1995.

Sgard J., "Le financement de la transition en Europe Centrale et ballkanique", *Economie internationale*, n°62, 2ème trimestre, 1995.

Somai M., "The Car Industry and Motorization in Hungary", Institute for World Economics, *Working Paper* n°26, October, Budapest, 1993.

Torók A., "Industrial Policy and Foreign Direct Investment in Hungary", Institute for World Economics, *Working Paper* n°30, March, Budapest, 1994.

UN, Economic and Social Council/Economic Commission for Europe/Committee on the Development of Trade, *Statistical Survey of Recent Trends in Foreign Investment in East European Countries* 30/11/1994.

UN, Economic and Social Council/Economic Commission for Europe/Committee on the Development of Trade, *Statistical Survey of Recent Trends in Foreign Investment in East European Countries* 23/11/1995.

UN, Economic and Social Council/Economic Commission for Europe/Committee on the Development of Trade, *Statistical Survey of Recent Trends in Foreign Investment in East European Countries* 3/12/1996.

UNCTAD, World Investment Report 1996, *Investment, Trade and International Policy Arrangements*

Wang Z.K. & Winters L.A., "The Trading Potential of Eastern Europe", CEPR, *Discussion Paper* n°610, 1991.

WERI (World Economic Research Institute), *Poland International Economic Report 1995/1996*, Warsaw School of Economics, Warsaw, 1996.

WIFO-WIIW Database, "Foreign Direct Investment in Central and East Europe and the Former Soviet Union", June, 1996.

WIIW, *Monthly Report*, Various Issues.

WIIW, *Research Reports*, Various Issues.

Winters A. Editor, "Foundations for an Open Economy. Trade Laws and Institutions for Eastern Europe", CEPR, 1995.

Zemplinerova A. & Beancek V., "Foreign Direct Investment: The Experience of the Czech Republic", in Csaki, 1996.

Zysman J., Doherty E. & Schwarts A., "Tales From the 'Global' Economy: Cross National Production Networks and the Re-organization of the European Economy", *BRIE Working Paper*, n°83, June 1996.

LISTE DES DOCUMENTS DE TRAVAIL DCEPII⁷

1996

"Growth and Agglomeration", P. Martin et G. Ottaviano, *document de travail n° 96-14*, décembre.

"La coordination interne et externe des politiques économiques : une analyse dynamique", F. Capoen et P. Villa, *document de travail n°96-13*, novembre.

"L'intégration asymétrique au sein du continent américain : un essai de modélisation", P. Cour et F. Rupprecht, *document de travail n°96-12*, octobre.

"Croissance et contrainte financière dans les PED", P. Villa, *document de travail n° 96-11*, octobre.

"Bulgaria: From Entreprise Indiscipline to Financial Crisis", R. Avramov et J. Sgard, *document de travail n°96-10*, juillet.

"Potentialities and Opportunities of the Euro as an International Currency", A. Bénassy-Quéré, *document de travail n°96-09*, août.

"Credit Crisis and the Role of Banks During Transition: a Five-Country Comparison", J. Sgard, *document de travail n°96-08*, juillet.

"Exchange Rate Regimes and Policies in Asia", A. Bénassy-Quéré, *document de travail n° 96-07*, juillet.

"France in the Early Depression of the Thirties", P. Villa, *document de travail n° 96-06*, juin.

"Pays émergents, emploi déficient ?", O. Cortes et S. Jean, *document de travail n° 96-05*, mars.

"Trade with Emerging Countries and the Labour Market: The French Case", O. Cortes et S. Jean, *document de travail n°96-04*, mars.

"The Transmission of Monetary Policy in the European Countries", F. Barran, V. Coudert et B. Mojon, *document de travail n°96-03*, février (épuisé).

"Trade Policy and Trade Patterns During Transition: A Comparison Between China and the CEECs", F. Lemoine, *document de travail n°96-02*, février.

⁷ Les documents de travail sont diffusés gratuitement sur demande au CEPII au 48 42 64 14 ; une liste des documents de travail 1984-1994 est également disponible à ce numéro.

"Financial Market Failures and Systemic Risk", M. Aglietta, *document de travail n° 96-01*, janvier.

1995

"The Geography of Multi-Speed Europe", P. Martin et G. Ottaviano, *document de travail n° 95-10*, novembre.

"The Political Economy of French Economic Policy and the Transition to EMU", C. de Boissieu et J. Pisani-Ferry, *document de travail n°95-09*, octobre.

"L'importance des exclus de l'intégration monétaire en Europe", P. Martin, *document de travail n° 95-08*, novembre.

"Asymétries financières en Europe et transmission de la politique monétaire", V. Coudert et B. Mojon, *document de travail n°95-07*, septembre (épuisé).

"La mesure du capital éducatif", P. Villa, *document de travail n°95-06*, septembre

"Capital humain, mobilité des capitaux et commerce international", P. Villa, *document de travail n° 95-05*, juin.

"L'Europe à géométrie variable : une analyse économique", J. Pisani-Ferry, *document de travail n° 95-04*, avril.

"Comparaison de l'efficacité énergétique des pays d'Europe centrale et orientale avec celle des pays de l'OCDE", N. Kousnetzoff, *document de travail n°95-03*, avril.

"L'organisation de la politique économique", P. Villa, *document de travail n°95-02*, mars.

"Interest Rates, Banking Spreads and Credit Supply: The Real Effects", F. Barran, V. Coudert et B. Mojon, *document de travail n°95-01*, mars.

1994

"L'après CAEM : la dynamique des échanges entre les pays de Visegrad", D. Pianelli, *document de travail n°94-16*, décembre.

"CEEC Exports to the EC (1988-1993): Country Differentiation and Commodity Diversification", F. Lemoine, *document de travail n°94-15*, décembre.

"Union monétaire et convergence : qu'avons-nous appris ?", J. Pisani-Ferry, *document de travail n° 94-14*, décembre.

"Chômage et salaire en France sur longue période", P. Villa, *document de travail n° 94-13*, novembre (épuisé).

"Croissance et spécialisation", F. Busson et P. Villa, *document de travail n° 94-12*, novembre (épuisé).

"The International Monetary System: in Search of New Principles", M. Aglietta, *document de travail n°94-11*, septembre.

"French and German Productivity Levels in Manufacturing: a Comparison Based on the Industry of Origin Method", D. Unal-Kesenci et M. Freudenberg, *document de travail n° 94-10*, septembre (épuisé).

"La réunification allemande du point de vue de la politique économique", P. Villa, *document de travail n°94-09*, septembre (épuisé).

"Commerce international, emploi et salaires", O. Cortes and S. Jean, *document de travail n° 94-08*, août.

"La fonction de consommation sur longue période en France", P. Villa, *document de travail n° 94-07*, juillet (épuisé).

"Réglementation et prise de risque des intermédiaires financiers : la crise des prix d'actifs au début des années 1990", B.Mojon, *document de travail n°94-06*, juillet.

"Turquie : d'une stabilisation à l'autre", I. Bensidoun, *document de travail n° 94-05*, juillet.

"Economic Policy Strategies to Fight Mass Unemployment in Europe: An Appraisal", H. Delessy et H.Sterdyniak, *document de travail n°94-04*, juillet.

"Transmission de la politique monétaire et crédit bancaire, une application à cinq pays de l'OCDE", F. Barran, V. Coudert et B.Mojon, *document de travail n°94-03*, juin.

"Indépendance de la banque centrale et politique budgétaire", A. Bénassy et J. Pisani-Ferry, *document de travail n°94-02*, juin.

"Les systèmes de paiements dans l'intégration européenne", M. Aglietta, *document de travail n° 94-01*, mai.